

31 décembre

Le *Project Air Force* (PAF) de la **RAND Corporation** publie une étude intitulée [*China's Defense Industry Is Emerging from Its Troubled Past*](#) (304 p.) constatant les améliorations de l'industrie de la défense chinoise. Le nombre croissant de systèmes d'armes avancés que possède la Chine doit emporter des conséquences à court et long termes:

- à court terme, l'accroissement des capacités militaires chinoises utiles dans l'hypothèse conflictuelle dite du "scenario de Taiwan"
- à long terme, la consolidation régionale de la puissance militaire chinoise

Si la redynamisation de l'industrie de la défense chinoise, entamée dans la seconde moitié des années 1990 (investissements dans la production et réforme des modes d'acquisition), a été accélérée depuis 2000, les progrès dans la recherche et la production de défense doivent être ventilés selon le secteur:

- nets progrès dans le secteur des missiles
- progrès graduels dans l'industrie de la construction navale
- progrès limités dans l'industrie de l'aviation
- progrès nuls dans le design et la production

Aussi les prochaines années seront-elles décisives pour la modernisation de la base industrielle de défense chinoise.

Les **pertes humaines américaines** du mois de décembre 2005 dans le cadre de l'OIF s'élèvent à 67 soldats tués (84 en novembre), ce qui porte leur cumul depuis mars 2003 à 2179 soldats américains -- dont 845 en 2005 soit 39% (848 en 2004) -- et élève sur 34 mois la moyenne des pertes humaines mensuelles à 64. Les *Improvised Explosive Devices* (IEDs) causent 42 des 67 décès (63%) en décembre 2005, ce qui porte le cumul des soldats américains tués par IEDs depuis mars 2003 à 664 (30,5% du total) et en 2005 à 428 (50,5%). Le nombre cumulé des blessés depuis mars 2003 s'élève à plus de 16 000.

Le groupe indépendant [*Iraq Body Count*](#) estime qu'entre 27 707 et 31 232 civils irakiens ont été tués depuis le déclenchement de l'OIF en mars 2003.

Les pertes humaines américaines de l'année 2005 dans le cadre de l'OEF s'élèvent à 99 soldats tués, ce qui porte leur cumul à 259 depuis octobre 2001, tandis que le nombre des blessés s'élève à 240 en 2005, ce qui porte leur cumul à 658 depuis octobre 2001.

30 décembre

Les élections nationales (législatives et présidentielle) prévues **en Haïti pour le 8 janvier 2006 sont reportées** -- pour la quatrième fois -- en raison de retards dans l'organisation et de l'insécurité ambiante (trois travailleurs de l'Organisation des Etats Américains préparant le scrutin ont été enlevés le 29 décembre 2005).

Le président bolivien récemment élu, Evo **MORALES**, **rencontre le président cubain Fidel CASTRO**. Tandis que l'activiste nationaliste indien s'est souvent déclaré admiratif du révolutionnaire cubain, le gouvernement de ce dernier a accueilli l'élection de M. MORALES comme la remise en cause triomphante de l'influence des Etats-Unis sur l'hémisphère occidental.

Avant son inauguration prévue le 22 janvier 2005, le futur président bolivien entreprend une tournée diplomatique mondiale qui le mènera à partir du 4 janvier 2005 en Espagne, en France, en Belgique, aux Pays-Bas, en Afrique du Sud, en Chine puis au Brésil.

Le gouvernement irakien s'efforce de résoudre la crise interne liée au prix du pétrole en nommant le Premier ministre adjoint Ahmed CHALABI ministre du Pétrole. Après avoir

échoué aux élections parlementaires du 15 décembre 2005, M. CHALABI remplace le ministre Ibrahim Bahr ULOOM qui avait menacé de démissionner lorsque le gouvernement décida d'augmenter le prix de l'essence.

De même que l'ancien expatrié avait déjà détenu ce portefeuille après les élections législatives du 30 janvier 2005, lors de la formation de l'actuel gouvernement, sa nomination doit prendre fin avec la formation du nouveau gouvernement irakien par les partis politiques issus du scrutin du 15 décembre.

Le commandant de la Division Multinationale de Bagdad (*Task Force Baghdad* -- TFB), le général William G. WEBSTER, compare lors d'une conférence d'information les progrès de la reconstruction dans la capitale, lesquels s'accompagne d'une confiance renouvelée dans l'avenir et d'une redynamisation de l'économie, à l'affaiblissement de l'insurrection depuis les élections parlementaires du 15 décembre 2005 marquées par un taux de participation de 60% à Bagdad ([William Webster, News Briefing with Maj. Gen. Webster, 30 décembre 2005](#)).

Les forces de sécurité irakiennes (FSI: armée et police) de Bagdad ont vu en 2005 leurs effectifs multipliés par 10 (de 1 à 12 bataillons) tandis qu'elles maintiennent désormais l'ordre sur 60% du territoire de la capitale, permettant aux troupes américaines de réduire leur visibilité.

Selon le général WEBSTER, le rythme des opérations menées par la TFB a désorganisé l'ennemi:

- en réduisant sa capacité à employer des *Improvised Explosive Devices* (IEDs, dont 50% sont découvertes) et des *Vehicular Bomb Improvised Explosive Devices* (VBIEDs)
- en l'obligeant par conséquent à recourir aux *drive-by shootings* et feux indirects (mortiers et roquettes) moins inefficaces (le taux des attaques terroristes réussies -- tuant ou blessant -- a chuté à 10%)
- en augmentant de 92% la découverte de caches d'armes

Nonobstant ces succès, le général WEBSTER ne prévoit toutefois le tarissement de l'insurrection qu'à deux conditions:

- l'entraînement et le déploiement complets des FSI sur le plan militaire
- et la formation d'un gouvernement irakien représentatif sur le plan politique

Le journaliste du *New York Times* Dexter FILKINS rapporte que les commandants des troupes américaines mobilisées en Irak souhaitent augmenter le nombre des conseillers militaires affectés auprès des unités de commando (16 000 hommes) de la police irakienne ([Dexter Filkins, "U.S. weighs increase of advisers to Iraqi police", International Herald Tribune, 30 décembre 2005](#)).

De 40 actuellement, le nombre des soldats américains affectés par unité de commando de la police (2 000 paramilitaires) passerait ainsi à une centaine en vue d'un double objectif:

- sécuritaire: améliorer la formation et l'entraînement des 16 000 combattants réputés les plus efficaces dans le combat contre-insurrectionnel
- humanitaire: renforcer le contrôle sur des unités de commando qui -- émanant des partis politiques (Conseil Suprême pour la Révolution Islamique en Irak) et milices (*Badr Brigade*) chiites -- sont soupçonnées d'atteintes systématiques aux droits de l'homme contre la minorité sunnite

Le parlement sud-coréen (monocaméral) vote une loi (110 contre 31 et 17 abstentions) qui, en contrepartie de la prolongation jusqu'à fin 2006 du mandat des forces armées mobilisées en Irak dans le cadre de l'OIF, réduit leur nombre d'un tiers (de 3 200 à 2 300 soldats).

Cette réduction qui débutera en juillet 2006 fera du contingent de la Corée du Sud, non plus le troisième après ceux américain et britannique, mais le quatrième après l'Italie (2 900 actuellement et 2 600 à l'été 2006).

Le vote du parlement sud-coréen confirme le soutien constant du président Roh MOO-HYUN à l'intervention militaire en Irak.

En dépit de succès diplomatiques (assistance post-tsunami en Asie du sud-est, Corée du Nord et aide post-tremblement de terre au Pakistan), notamment plusieurs coopérations réussies avec l'Europe (Haïti, Liban-Syrie, Iran, GWOT et promotion de la démocratie), les Etats-Unis n'ont pu résoudre en 2005 les problématiques iranienne (programme nucléaire), russe (crispation autoritaire et tentation d'une politique d'influence dans l'espace post-soviétique) et moyen-orientale (image américaine dégradée). Pour cela, le journaliste du *Christian Science Monitor*, Howard LaFRANCHI, soutient que les Etats-Unis devront écarter en 2006 deux obstacles qui pèsent sur leur liberté d'action diplomatique en réduisant la marge de manoeuvre de leurs initiatives ([Howard LaFranchi, "Image problems hamper US on goals abroad", *The Christian Science Monitor*, 30 décembre 2005](#)):

- les contraintes domestiques qui procèdent de la vulnérabilité politique de l'administration BUSH depuis la gestion critiquée de l'après-Katrina et la révélation d'écoutes téléphoniques illégales
- les réticences extérieures qui résultent de la perception d'un unilatéralisme américain persistant alimentée par les révélations d'un réseau de centres de détention secrets et de la pratique des *renditions*

La résilience des relations transatlantiques sera ainsi mise à l'épreuve en 2006 par les dossiers biélorusse (réactions post-élection présidentielle en mars) et birman (positions sur une résolution du CSNU): la rhétorique américaine de dénonciation des dictatures n'a pas encore trouvé d'échos au sein de la diplomatie européenne. Le principal déterminant de la perception des Etats-Unis à travers le monde -- donc de l'acceptation ou du refus de leurs initiatives -- restera toutefois en 2006 l'évolution de la situation politico-militaire irakienne.

29 décembre

Une Mission Internationale pour les Elections Irakiennes (MIEI) accepte d'enquêter sur le déroulement des élections parlementaires du 15 décembre 2005 à la suite des contestations formulées par les organisations partisans sunnites religieuses et chiites laïques.

Composée de deux représentants de la Ligue Arabe, d'un membre de l'Association canadienne des anciens parlementaires et d'un Européen, la MIEI se rendra en Irak sur invitation de la Commission Electorale Indépendante d'Irak.

Le chef d'état-major des armées, le général Peter PACE, déclare lors d'une conférence de presse en route pour les Emirats Arabes Unis que **des retraits planifiés des troupes américaines ne seront mis en oeuvre que dans les seules provinces où les forces de sécurité irakiennes (FSI) peuvent garantir la sécurité contre l'insurrection.**

Afin d'intégrer la minorité sunnite au jeu politico-social, le général PACE compte sur la formation d'un gouvernement de coalition représentatif de l'ensemble des groupes ethno-confessionnels et prévoit de retisser le lien armée-nation par le recrutement d'officiers sunnites au sein des FSI.

L'organisation **al-Qaida en Irak publie un communiqué dans lequel elle revendique les attaques à la roquette lancées le 27 décembre 2005**, à partir du sud Liban, contre des "cibles choisies" dans le nord d'Israël.

Le porte-parole de la *Multi-National Force--Iraq* (MNF-I), le général C.D. ALSTON, déclare lors d'une conférence de presse que **les capacités des forces de sécurité irakiennes (FSI) ont augmenté tout au long de 2005** (+ 77% à 223 000: 105 000 soldats et 118 000 policiers) **tandis que les capacités des insurgés ont parallèlement diminué** (d'une moyenne de 90 attaques par jour au premier trimestre à 75 au dernier semestre 2005).

Quatre facteurs expliquent ces tendances de l'année 2005 selon le général ALSTON:

- l'efficacité des opérations offensives menées conjointement par les forces américaines et irakiennes dans l'ouest irakien

- l'amélioration qualitative de la formation et de l'entraînement des FSI
- le renforcement du soutien de l'opinion publique aux FSI
- et l'augmentation du taux de participation sunnite aux scrutins des 15 octobre (referendum national sur le projet de Constitution) et 15 décembre (élections parlementaires) par rapport au 30 janvier 2005, laquelle est synonyme d'intégration de la minorité au processus politique

L'éditeur de la revue *European Affairs*, Reginald DALE, considère que les courants transatlantiques ont, pendant l'année 2005, convergé à la surface mais divergé dans les profondeurs ([Reginald DALE, "Behind the smiles, trans-Atlantic bile", *International Herald Tribune*, 29 décembre 2005](#)).

Certes, depuis la visite du Président BUSH à la Commission européenne de Bruxelles en février 2005, les relations transatlantiques ont été marquées par la réduction des frictions (Irak) et la progression des coopérations (Haïti, Liban-Syrie, Iran, lutte contre le terrorisme et promotion de la démocratie). Mais ces convergences conjoncturelles n'infléchissent qu'à la marge, selon M. DALE, les divergences structurelles qui façonnent à long terme le format des relations transatlantiques:

1. d'abord les perceptions réciproques: alors que les Etats-Unis perçoivent désormais l'Europe sans craintes sécuritaires à la seule aune des coopérations ciblées promouvant leur intérêt national (autant de coopérations destinées à améliorer le *burden-sharing* et restaurer un leadership ébranlé par la crise irakienne), cette dernière continue de percevoir les premiers au travers d'un filtre teinté par la double crainte d'Etats-Unis hégémoniques et irrespectueux du droit international public
2. ensuite la structure souhaitée pour le système international: tandis que les Etats-Unis privilégient une structure unipolaire dans laquelle l'unilatéralisme s'oppose à la coopération institutionnalisée dans le cadre contraignant des organisations internationales, l'Europe favorise une structure multipolaire dans laquelle le multilatéralisme des organisations internationales s'oppose à la compétition dérégulée et alimente -- en même temps qu'il reflète -- le droit international public

Dans la classique bataille opposant le bouclier à l'épée, le journaliste du *Washington Times* W. Thomas SMITH rapporte que la réponse aux *Improvised Explosive Devices* (IEDs), responsables de 43% des soldats tués en Irak en 2005, résiderait dans le remplacement du HUMVEE (véhicule utilitaire introduit dans les années 1980 dont l'*US Army* possède 120 000 exemplaires et le *Marine Corps* 20 000) par le MUV-R pour *Mine-protected Utility Vehicle/Rapid Deployable* ([W. Thomas Smith, "Deadly attacks prompt safer combat vehicles", *The Washington Times*, 29 décembre 2005](#)).

Le renforcement du blindage des véhicules utilisés en Afghanistan et en Irak préconisé par le DoD les a alourdis, diminuant leur vitesse comme leur manoeuvrabilité. C'est pourquoi, plutôt que de substituer une vulnérabilité à une autre, plusieurs compagnies (*Force Protection*, *Granite Global Services*, *General Dynamics* et *Textron Systems*) mettent au point des véhicules spécifiques pour le déminage et le transport de troupes en terrain miné.

L'historien Dale ANDRADE retient trois leçons de la guerre du Vietnam qui, selon lui, doivent structurer toute stratégie de contre-insurrection ([Dale Andrade, "Three Lessons From Vietnam", *The Washington Post*, 29 décembre 2005, p. A 23](#)):

1. mettre en place une structure coordonnant (*i.e.* chaîne de commandement unique) les efforts militaires et civils de "pacification" (stabilisation et reconstruction) sur le modèle du CORDS (*Civil Operations and Rural Development Support*), créé par le président Lyndon JOHNSON en 1967 et dirigé par le général William WESTMORELAND, dont ont tenté de s'inspirer les *Provincial Reconstruction Teams* en Afghanistan
2. attaquer le centre de gravité ennemi qu'est l'infrastructure de soutien dont bénéficie l'insurrection au sein de la population et son mode de recrutement (la "*Viet Cong*")

Infrastructure -- VCI -- pendant la guerre du Vietnam), même si l'insurrection irakienne ne nourrit pas pour le moment l'ambition d'un quadrillage administratif du territoire et se contente du soutien passif de la minorité sunnite

3. former des milices locales ayant vocation à renforcer le personnel chargé du maintien de l'ordre dans les zones insurgées (en vue du triptyque "*clear, hold, and build*") et dont l'allégeance soit prêtée au gouvernement et non aux chefs de guerre (Afghanistan) ou groupes ethno-confessionnels (Irak)

28 décembre

Le directeur adjoint du Conseil Suprême pour la Sécurité Nationale iranien, Javad **VAIDI**, **revient sur les précédentes déclarations de la diplomatie iranienne pour annoncer que l'Iran étudiera "avec sérieux et enthousiasme" la proposition russe** l'autorisant à convertir l'uranium en contrepartie de l'externalisation en Fédération de Russie de la phase d'enrichissement.

Alors que le chef de la délégation iranienne à l'AIEA, Mehdi AKHONZADEH, avait fermement refusé le 25 décembre l'option russe, ce revirement marque peut-être l'identification d'un compromis acceptable par les parties à la crise du nucléaire iranien.

Le chef d'état-major des armées (*chairman of the Joint Chiefs of Staff*), le général Peter PACE, **félicite les forces américaines pour leur lutte menée en 2005 contre le terrorisme**. Le premier chef d'état-major des armées issu du *Marine Corps* souligne que 2005, à l'aune des situations afghane et irakienne, a été une "incroyable année de progrès" dans la GWOT.

Des responsables européens s'inquiètent de ce que les sanctions prises par le DoS contre neuf entreprises chinoises, européennes et indienne, accusées de transgresser l'*Iran Nonproliferation Act* (voté par le Congrès en 2000), soient synonymes d'un durcissement de la position de l'administration BUSH à l'égard de l'Iran qui pourrait gêner la négociation entre Téhéran et l'UE-3 (Allemagne, Grande-Bretagne et France, tout à la fois négociateurs avec l'Iran et médiateurs entre ce dernier et les Etats-Unis).

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Qin **GANG**, **critique les sanctions prises par le DoS contre six entreprises chinoises, accusées de transgresser l'*Iran Nonproliferation Act*** (voté par le Congrès en 2000), comme préjudiciables à la coopération sino-américaine en matière de non-prolifération. Les entreprises incriminées sont:

- China National Aeronautics and Space Administration Import Export Corp.
- China North Industries Corp.
- Zibo Chemet Equipment Co.
- Hongdu Aviation Industry Group
- Ounion International Economic and Technical Cooperative Ltd.
- Limmt Metallurgy and Minerals Co.

La défense de M. GANG, selon laquelle des mesures de contrôle des exportations de technologies militaires sont d'ores et déjà mises en oeuvre, reste mise en cause par le rapport que publia la RAND Corporation en septembre 2005 selon lequel la Chine n'a pas les moyens financiers et humains de ses ambitions en matière de contrôle des exportations de technologies militaires ([Evan S. Medeiros, *Chasing the Dragon. Assessing China's System of Export Controls for WMD-Related Goods and Technologies*, Santa Monica, RAND Corporation, 26 septembre 2005, 134 p.](#)).

Le responsable de l'équipe internationale d'assistance électorale conduite par les Nations Unies, Craig **JENNESS**, **déclare lors d'une conférence de presse de la Commission Electorale Indépendante d'Irak (CEII) que la crédibilité et la transparence des élections parlementaires du 15 décembre 2005 ne justifient pas l'organisation d'un nouveau scrutin**.

50 des 1 500 plaintes enquêtées par la CEII sont qualifiées de "suffisamment sérieuses" par son chef, Hussein HINDAWI, pour annuler des résultats locaux (principalement dans les provinces de Bagdad, Irbil, Ninevah, Kirkuk, Anbar et Diyala) mais non pour réorganiser des élections.

Alors que la coalition électorale chiite *United Iraqi Alliance* devrait remporter 130 des 275 sièges du Conseil des Représentants, les contestations et manifestations organisées par les formations partisans sunnites sont perçues comme le moyen d'accroître la puissance de marchandage sunnite avant la formation d'un gouvernement de coalition.

27 décembre

L'Armée des Moudjahidin publie une déclaration dans laquelle elle écarte toute solution politique pour l'Irak -- les élections n'ont fait selon elle que révéler les "odieux objectifs" des chiïtes et de la MNF-I --, réaffirme sa fidélité à l'islam ainsi qu'au jihad et exhorte à la patience contre les "ennemis d'Allah".

Le porte-parole du DoS Adam **ERELI annonce la prise de sanctions contre neuf companies étrangères accusées d'avoir vendu des armements à l'Iran** (matériel pour missiles et armes chimiques).

Prises sur le fondement juridique de l'*Iran Nonproliferation Act* voté par le Congrès en 2000 contre six entreprises chinoises, deux indiennes et une autrichienne, les sanctions comportent deux volets:

- le refus d'octroyer aux entreprises incriminées la licence d'exportation pour les Etats-Unis
- l'interdiction pour le gouvernement américain d'acheter auprès des entreprises incriminées

Le chercheur de l'American Enterprise Institute (AEI) Frederick W. **KAGAN considère que la victoire en Irak est possible à trois conditions** ([Frederick W. Kagan, *Fighting to Win*, Washington, American Enterprise Institute, coll. "On the Issues", 27 décembre 2005, 8 p.](#)):

- réduire l'insurrection du "triangle sunnite" (Bagdad-Ramadi-Tikrit)
- intégrer les forces de sécurité irakiennes (armée et police) au combat
- enrayer l'érosion du soutien de l'opinion publique américaine à l'OIF

M. KAGAN qualifie de court-termiste l'argument pour le retrait des troupes américaines d'Irak selon lequel la pression que subit l'armée risquerait de la briser: ce retrait favorisera selon lui une guerre civile et l'échec de la démocratie irakienne, partant l'avènement du radicalisme terroriste de type al-Qaida et la déstabilisation région, appelant *in fine* le réengagement régional des troupes américaines pour un enjeu encore plus critique. Le retrait alimenterait l'insurrection pour trois raisons:

- en remobilisant le soutien à l'insurrection des sunnites qui basculaient vers l'intégration politique
- en ouvrant de nouvelles fenêtres d'opportunités pour les insurgés
- en radicalisant les forces de sécurité irakiennes majoritairement chiïtes, suscitera alors une réaction insurrectionnelle

D'autant que l'option du retrait déterminé par les progrès actuellement réalisés dans l'entraînement des forces de sécurité irakiennes est erratique puisque négligeant leur capacité future à faire face au renforcement post-retrait de l'insurrection.

Le chercheur de l'AEI privilégie comme stratégie contre-insurrectionnelle celle articulée sur la réduction des poches insurgées (empêcher les insurgés de mailler le territoire) à celle centrée sur la sécurisation graduelle des zones habitées par les citoyens irakiens (permettre aux citoyens de quadriller le territoire; cette stratégie dite de la "tâche d'huile" -- "*oil spot*" -- a été récemment promue par Andrew KREPINEVICH dans la revue *Foreign Affairs*). La zone insurgée à réduire en priorité est le "triangle sunnite" formé par les villes de Bagdad, Ramadi et Tikrit, même aux dépens de l'étanchéité de la frontière irako-syrienne.

Cette réduction de l'insurrection doit être facilitée, à mesure des progrès réalisés par les forces de sécurité irakiennes, par le renfort des -- non pas la substitution (de type "*as Iraqi forces stand up*,

U.S. forces will stand down") aux -- troupes américaines dans le cadre d'opérations offensives américano-irakiennes (non dans le cadre de l'irakisation des opérations).

La principale hypothèque pesant sur la victoire en Irak réside désormais selon M. KAGAN dans l'érosion du soutien de l'opinion publique américaine à l'OIF, laquelle résulte d'une triple conjonction:

- la mauvaise perception de la situation sur le terrain irakien
- la compétition partisane domestique en vue des midterm elections de novembre 2006
- la lassitude après 33 mois de guerre

Afin de désamorcer la contestation des résultats des élections parlementaires du 15 décembre 2005 et en vue de former une administration soutenue par une large fraction de la population, **les leaders des coalitions électorales chiite** (130 sièges / 275 du Conseil des Représentants) **et kurde** (52 sièges), principales gagnantes du scrutin, **s'accordent pour intégrer la coalition sunnite** (41 sièges) **ainsi que les formations partisans laïques** (24 sièges) au sein d'un vaste gouvernement d'union nationale.

Le magistrat américain qui travailla en Haïti à la poursuite des responsables militaires accusés de massacres de paysans, Brian **CONCANNON**, **déclare que la Constitution haïtienne est violée aussi bien par le gouvernement soutenu par les Etats-Unis que par le candidat haïtien-américain millionnaire.**

Tandis que les ministres bulgares et ukrainiens de la Défense annoncent que leurs troupes respectives (334 et 1 650 soldats) ont quitté la *Multi-National Force* et se sont retirées d'Irak (le contingent ukrainien était l'un des plus importants parmi les participants non-membres de l'OTAN), **le Premier ministre polonais Kazimierz MARCINKIEWICZ déclare que les forces polonaises mobilisées dans le cadre de l'OIF sont maintenues pendant l'année 2006**, quoique réduites de 1 500 à 900 soldats à partir de mars 2006.

Récemment formé (élections parlementaires puis présidentielle en septembre puis octobre 2005) et en dépit de la pression négative de l'opinion publique (17 soldats ont été tués depuis 2003 tandis que les contreparties à la participation polonaise -- accessibilité des visas pour les Etats-Unis et contrats dans la reconstruction de l'Irak -- sont perçues comme insuffisantes), le gouvernement polonais conservateur tranche contre l'intention de son prédécesseur mais conformément à la volonté du président Lech KACZYNSKI en arguant de la demande des autorités irakiennes et de la prolongation du mandat de l'ONU en Irak pour 2006.

Outre les forces américaines, la MNF-I compte désormais 23 000 soldats en provenance de 24 pays (50 000 en provenance de 38 pays en 2003). Si la décision du maintien ou du retrait des troupes mobilisées en Irak est principalement déterminée par des considérations de politique intérieure, elle n'en indique pas moins les Etats réceptifs à l'influence des Etats-Unis.

Le *deputy under secretary of Defense for policy*, Ryan **HENRY**, **responsable de la planification du DoD en matière d'armements, présente à New York devant les principaux cocontractants privés** (Lockheed Martin, Boeing, General Dynamics, etc.) **les priorités de la défense pour les quatre prochaines années**, avant la publication en février 2006 de la *Quadrennial Defense Review*. Une conjonction de deux impératifs préside à la planification pour 2006-2010:

- l'impossibilité de soutenir la croissance du budget de la défense (+ 41% depuis 2001)
- la redéfinition des menaces stratégiques

Les nouvelles menaces stratégiques et la redéfinition subséquente des priorités stratégiques sont principalement au nombre de quatre:

- vaincre le terrorisme global
- garantir la sécurité du territoire national
- empêcher la prolifération des ADM
- et influencer les Etats considérés comme des "carrefours stratégiques"

Ces nouvelles menaces stratégiques substituent à la guerre conventionnelle livrée contre un Etat rival (sollicitant l'US Air Force et l'US Navy pour la mise en oeuvre d'une doctrine de type *Network-Centric Warfare* au cours d'opérations brèves) la guerre non-conventionnelle livrée contre des réseaux terroristes internationaux (sollicitant l'US Army et le Marine Corps pour la mise en oeuvre d'une doctrine de type *Fourth-Generation Warfare* au cours d'opérations longues) et impliquent donc de délaisser la "force massive" au profit d'armements de haute technologie, flexibles et innovants.

D'où un moindre besoin d'avions de combat (programme F-22 A Raptor à 361 md\$ l'unité et programme V-22 Osprey par exemple) et de destroyers (programme DD(X) à 1 Md\$ l'unité) mais un besoin accru d'armes de haute technologie destinées aux *Special Operations Forces*, d'UAVs (*Unmanned Aerial Vehicles* pour la surveillance), de CUAVs (*Combat UAVs* pour le combat) et d'avions à long rayon d'action.

Si les Etats-Unis amorcent leur désengagement militaire d'Irak consécutivement aux élections parlementaires du 15 décembre 2005 et à la formation en cours d'un nouveau gouvernement, l'ancien conseiller du ministre Irakien de l'Education supérieure (2003) et ancien directeur de la planification du *National Security Council* pour l'Iran, l'Irak et la stratégie, Andrew **ERDMANN**, **recommande à l'administration BUSH de "réorienter ses efforts" et de "réallouer ses ressources" pour s'engager auprès de la société civile irakienne en lieu et place de l'Etat irakien.** Selon lui, les Etats-Unis ne doivent pas se retirer mais "approfondir" et "élargir" leur engagement ([Andrew Erdmann, "After Withdrawal, Engagement", *The New York Times*, 27 décembre 2005](#)).

Parce qu'il s'agit d'un intérêt stratégique à long terme, le gouvernement américain devrait façonner la future génération des leaders irakiens (il considère que les pesanteurs culturelles de la génération actuellement au pouvoir la condamne au communautarisme ethno-confessionnel) en soutenant le système universitaire (20 universités et 40 écoles d'enseignement technique supérieur pour 250 000 étudiants), les medias, les syndicats et les ONG.

L'administration BUSH pourrait également impliquer la communauté internationale *via* la formation de personnels -- non pas militaires (réticences européennes) mais -- civils (éducateurs et professeurs, etc.). M. ERDMANN exhorte enfin la société civile américaine à tisser des liens transnationaux avec la société civile irakienne.

Le président du *Council on Foreign Relations* (CFR), Richard **HAASS**, **juge les progrès de l'OIF en 2005 mitigés** ([Richard Haass, "Iraq and the Fortunes of war", *Los Angeles Times*, 27 décembre 2005](#)).

Certes les Irakiens -- dont les deux-tiers sont désormais optimistes pour leur futur -- ont voté à trois reprises (30 janvier, 15 octobre et 15 décembre 2005), profitent de la croissance économique (4%) et jouissent dans la plupart des 18 provinces d'une relative sécurité. Mais l'insurrection persiste, les jihadistes étrangers pénètrent le territoire irakien, les productions pétrolière et électrique sont inférieures à leur niveau d'avant-guerre tandis que le rythme de formation / entraînement des forces de sécurité irakiennes (armée et police) reste lent.

Certes les quatre discours présidentiels précisant la stratégie de l'administration pour la victoire en Irak ont remobilisé le soutien de l'opinion publique américaine à l'intervention et dégagé une nouvelle marge de manoeuvre pour les décideurs politiques et responsables militaires afin d'aborder l'année 2006. Mais les débats persistent, aussi bien sur la légitimité du déclenchement de l'OIF (guerre de nécessité ou de choix, connectée ou non à la GWOT?) que sur la conduite des opérations et ses éventuels effets pervers à l'égard de la lutte contre le terrorisme.

Aux prises avec les seules options du retrait inconditionnel daté soutenu par quelques représentants démocrates (John MURTHA, Nancy PELOSI) et du retrait conditionnel déterminé par les progrès politico-sécuritaires réalisés sur le terrain, M. HAASS qualifie le premier d'actuellement "irresponsable" (il favoriserait certainement la guerre civile, la déstabilisation de la région et la sanctuarisation du terrorisme international tandis qu'il décrédibiliserait la parole américaine) et

préconise l'option "*staying the course*", selon lui non pas un immobilisme mais le transfert graduel des opérations offensives des forces de la *Multi-National Force--Iraq* (MNF-I) aux forces irakiennes, les premières se concentrant progressivement sur la seule formation des secondes. En dépit de l'espoir nourri par l'administration républicaine d'un cercle vertueux pour l'Irak, qui résulterait de l'interaction positive entre progrès politiques, militaires et économiques, et déboucherait sur un Irak démocratique, prospère, stabilisateur et allié des Etats-Unis dans la GWOT, le président du CFR conjecture un Irak "à peine fonctionnel", largement décentralisé -- voire quasi-fédéral (faible gouvernement central contre provinces autonomes) -- et religieux (régions kurdes séculières au nord mais religieuses à l'ouest -- sunnites -- et au sud -- chiïtes).

Le ministre sud-coréen de l'Unification, Chung DONG-YOUNG, déclare que la Corée du Nord est plus intéressée par les contreparties diplomatiques (garanties de sécurité et reconnaissance diplomatique allant éventuellement jusqu'à la normalisation avec les Etats-Unis) **que les contreparties économiques** (aide économique et fourniture de deux *Light-Water Reactors*) des *Six-Party Talks* visant à démanteler son programme nucléaire.

Le Free Aceh Movement, organisation de la rébellion dans la province indonésienne d'Aceh, démantèle son aile armée en contrepartie du retrait des forces du gouvernement central (20 000 soldats ont d'ores et déjà quitté la province), parachevant ainsi un processus de paix entamé au lendemain du tsunami du 26 décembre 2004 (131 000 morts et 500 000 sans abris dans la province) puis formalisé par l'accord de paix d'août 2004 octroyant une autonomie et un contrôle des ressources provinciales (pétrole et gaz) accrus.

15 000 personnes ont été tuées (principalement par l'armée indonésienne) depuis le déclenchement de la rébellion dans la province d'Aceh en 1976.

26 décembre

Le porte-parole du ministère afghan de la Défense, le général Mohammed Zahir **AZIMI, qualifie les propos tenus le 25 décembre 2005 par le commandant taliban Mullah DADULLAH, lors d'une interview accordée à l'Associated Press, de "propagande"** et affirme que la rébellion faiblit.

Ecartant tout compromis avec le gouvernement du président Hamid KARZAI, le commandant DADULLAH avait déclaré que deux centaines de rebelles sont candidats à l'attentat-suicide contre les forces de l'OEF ou de la FIAS et que les Taliban partagent avec al-Qaida une communauté d'objectifs pour l'Afghanistan.

Auparavant, le ministre afghan de la Défense Abdul Rahim WARDAK avait effectivement annoncé (novembre 2005) que des jihadistes étrangers et des membres d'al-Qaida avaient pénétré en Afghanistan, favorisant ainsi un transfert d'expérience en matière d'attentat suicide.

Relevant l'existence de missiles iraniens capables de frapper Israël, l'Europe du sud-est et les troupes américaines déployées au Moyen-Orient, de même que la collaboration avec le scientifique père de la bombe atomique pakistanaise Abdul Qadeer KHAN, constatant l'échec de la communauté internationale à enrayer le programme nucléaire et le risque d'une crise nucléaire, le leader de la majorité au Sénat Bill FRIST considère que la nucléarisation de l'Iran constitue une menace à la stabilité du Moyen-Orient et à la paix mondiale ([Bill FRIST, "Reining in Iran", Los Angeles Times, 26 décembre 2005](#)).

Parce qu'il différencie la société civile iranienne (intégrée à la communauté internationale et éprise de liberté) de son leadership (rejetant la communauté internationale, réprimant la dissidence et soutenant le terrorisme) et soutient que le transfert du dossier de l'AIEA au CSNU aliénerait les soutiens chinois et russe, le sénateur recommande de continuer les négociations au sein de l'AIEA tout en mettant graduellement en place une diplomatie coercitive principalement dirigée contre les

décideurs politiques iraniens (les secteurs de l'alimentation et de la médecine ne font pas l'objet des mesures suivantes):

- d'abord, convaincre la communauté internationale d'endosser la posture américaine d'ores et déjà mise en oeuvre contre l'Iran: interdiction partielle du commerce et de l'investissement en Iran, interdiction complète de la vente de programmes d'armement et de l'investissement dans le secteur énergétique
- ensuite, un embargo sur les technologies dites sensibles
- puis l'interdiction de toute vente d'armes et la sanction des fournisseurs
- enfin la limitation des exportations de technologies civiles ayant des applications militaires (technologies duales)

L'US Agency for International Development (USAID) publie les chiffres **de l'aide américaine post-tsunami à la zone asiatique touchée le 26 décembre 2004** ([USAID, Tsunami: Assistance, One Year Later](#)). Outre les partenariats public-privé, l'assistance technique et l'aide privée (total des dons en argent ou en nature: 1,8 Md\$), l'aide publique s'élève à 841 md\$ (dont 656 md\$ fixés par le Congrès en mai 2005 au titre d'un programme global de reconstruction), répartis de la manière suivante:

- 400,1 md\$ pour l'Indonésie
- 134,6 pour le Sri Lanka
- 17,8 pour l'Inde
- 10,1 pour les Maldives
- et 5,3 pour la Thaïlande

25 décembre

L'organisation terroriste **al-Qaida en Irak revendique l'attaque contre un barrage de police à 60 km au nord de Bagdad** qui a tué cinq policiers et cinq soldats irakiens.

L'organisation terroriste **al-Qaida en Irak revendique sur l'Internet avoir assassiné quatre otages arabes** (trois femmes et un homme) enlevés alors qu'ils travaillaient pour les autorités américaines dans Bagdad (*Green Zone*).

Alors que les manifestations d'arabes sunnites continuent à Baqouba et Falloudja, les **leaders de la coalition électorale chiite (*United Iraqi Alliance*) refuse la revendication formulée par l'ancien ministre de la Culture Noori AL-RAWI et le ministre des Droits de l'Homme Zuhair CHALABI**, en qualité de représentants des formations politiques de la coalition électorale sunnite (*Iraqi Consensus Front*), de 10 sièges au sein du Conseil des Représentants.

Tandis que le chef d'état-major des armées (*chairman of the Joint Chiefs of Staff*), le général Peter **PACE, conditionne sur Fox News ("Fox News Sunday") le retrait des forces américaines d'Irak aux progrès politico-sécuritaires réalisés sur le terrain** et n'exclut pas -- par conséquent -- la nécessité d'une augmentation, l'ancien secrétaire d'Etat Colin POWELL s'annonce sur ABC ("This Week") persuadé de la diminution des effectifs en 2006 pour deux raisons:

- le caractère insoutenable pour l'institution armée du niveau d'engagement actuel
- les progrès réalisés dans la formation et l'entraînement des forces de sécurité irakiennes

M. POWELL reconnaît néanmoins être préoccupé par la présence des milices dont la solidarité ethno-confessionnelle de niveau provincial constitue un frein à l'unification nationale et à la formation d'un gouvernement central (processus dont il estime la durée entre six et huit mois).

L'Iran refuse la proposition russe l'autorisant à convertir de l'uranium mais exigeant que la phase d'enrichissement soit externalisée en Fédération de Russie.

Le lobby pro-israélien *American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC) qualifie la politique de l'administration BUSH sur le dossier du programme nucléaire iranien de "dangereuse", "perturbatrice" et "inappropriée".

Dans une lettre adressée aux membres du Congrès, le groupe d'intérêt se dit particulièrement préoccupé par l'évolution des intentions comme des capacités de Téhéran. Alors que le président Mahmoud AHMADINEJAD a récemment radicalisé sa rhétorique anti-israélienne, l'administration américaine a effectivement ajourné le transfert du dossier de l'AIEA au CSNU pour soutenir une proposition russe (autoriser l'Iran à convertir l'uranium mais exiger que la phase de l'enrichissement soit externalisée en Fédération de Russie) qui épargne à l'Iran la pression éventuellement coercitive de la communauté internationale.

La cour suprême de Libye casse le jugement condamnant à la peine capitale cinq infirmières bulgares et un docteur palestinien accusés d'avoir infectés des enfants hospitalisés avec le VIH et emprisonnés depuis 1999. L'affaire est renvoyée devant un tribunal pour jugement.

Ce dossier est devenu un irritant des relations entre Tripoli et l'Occident, notamment à la suite de critiques émises par le président George W. BUSH.

24 décembre

Le porte-parole de la Maison-Blanche Allen ABNEY rapporte que **le président George W. BUSH s'est entretenu par téléphone avec son homologue colombien Alvaro URIBE** des progrès de la relation bilatérale Etats-Unis--Colombie et des développements régionaux, notamment l'engagement pour le projet libre-échangiste FTAA (*Free Trade Area of the Americas*).

La coalition électorale composée des formations partisans chiites religieuses, l'*United Iraqi Alliance* (UIA), que les résultats partiels des élections parlementaires placent en tête, **rejette les allégations de fraude** (qui se sont principalement déroulées dans les provinces sunnites; la Commission Électorale Indépendante continue d'enquêter sur 1 500 plaintes), ainsi que l'organisation d'un nouveau scrutin, et réclame que le prochain Premier ministre irakien soit issu de ses membres. Sont pressentis le Premier ministre intérimaire Ibrahim AL-JAAFARI ou le vice-président du Conseil Suprême pour la Révolution Islamique en Irak (CSRII), Adel ABDUL-MEHDI.

Les analystes Karim SADJADPOUR (International Crisis Group) et Ray TAKEYH (Council on Foreign Relations) avancent **deux principales explications au récent comportement du président iranien Mahmoud AHMADINEJAD** combinant intransigeance sur le nucléaire et rhétorique anti-israélienne ([Karim Sadjapour, Ray Takeyh, "Iran's hard line on Israel", *International Herald Tribune*, 24-25 décembre 2005, p. 7](#)):

- des considérations de politique intérieure: réaffirmer son pouvoir et son influence contre l'établissement politique datant de la révolution de 1979 (notamment l'ayatollah Ali KHAMENEI et l'ancien président Hasmehi RAFSANJANI) en provoquant et en gérant une crise nucléaire
- des considérations de politique extérieure: réaffirmer le leadership iranien au sein de l'islam radical ranimant les feux de la révolution panislamique khomeiniste et en appelant à la libération de Jérusalem

Affirmant toutefois que la principale préoccupation des Iraniens reste la situation économique -- non soutenir les Palestiniens dans leur conflit avec l'Etat israélien --, les auteurs avancent l'hypothèse d'un découplage entre l'opinion publique iranienne et son président.

Le journaliste du *Washington Post* Ellen KNICKMEYER revient sur la **difficulté que représente pour l'armée américaine l'urbanisation du combat contre des insurgés recourant aux tactiques asymétriques** (camouflage au sein de la population civile et recherche de

l'occupation des lieux protégés: lieux saints, écoles et hôpitaux), **notamment lorsqu'elle pratique des frappes aériennes** ([Ellen Knickmeyer, "U.S. Airstrikes Take Toll on Civilians", *The Washington Post*, 24 décembre 2005, p. A 01](#)).

La multiplication de ces dernières (25 en août, 62 en septembre, 122 en octobre et 120 en novembre 2005), notamment à l'occasion d'une série d'offensives menées dans la province irakienne occidentale d'Anbar (en particulier l'*Operation Steel Curtain*, offensive majeure menée du 5 au 22 novembre 2005 près de la frontière irako-syrienne en vue de réduire la capacité des insurgés à faire pénétrer des combattants étrangers, de l'argent et du matériel militaire, en leur déniaient l'aptitude à opérer dans la vallée de l'Euphrate et en établissant une présence sécuritaire permanente américano-irakienne le long de la frontière irako-syrienne), a provoqué des "dommages collatéraux" parmi les civils non-combattants qui, différemment estimés selon la propagande (minimisés par celle américaine mais maximisés par celle insurgée), restent largement inconnus.

Or, relevant l'importance des perceptions du centre de gravité qu'est la population civile, Mme KNICKMEYER considère que l'armée aurait intérêt à évaluer et analyser rigoureusement les dommages subis par celle-ci afin, sinon de les éradiquer, de les réduire et de les communiquer. D'autant que, à mesure que l'U.S. Army se désengagera du sol, le recours aux frappes aériennes de l'U.S. Air Force sera de plus en plus fréquent en appui des opérations menées par l'armée irakienne.

L'envoyé spécial des Nations Unies pour l'assistance post-tsunami, William J. **CLINTON**, rappelle que la moindre teneur médiatique et émotionnelle un an après le tsunami (qui tua 230 000 personnes, en déplaça deux millions, dévasta 9 000 km de littoral, détruisit 3 600 km de routes et rasa 430 000 foyers) **ne doit pas reléguer l'aide et l'engagement nécessairement pluriannuels de la communauté internationale** ([William J. Clinton, "Where we stand one year later", *International Herald Tribune*, 23 décembre 2005, p. 6](#)).

Faisant de l'assistance post-tsunami à la fois une fin et un moyen, l'ancien président américain fixe quatre priorités pour la communauté internationale en 2006:

1. faire bénéficier les plus vulnérables et/ou pauvres de l'assistance post-tsunami (procurer des abris temporaires en dur et améliorer les centres d'hébergement transitoires)
2. réduire le risque de survenance de désastres humains liés aux catastrophes naturelles (mise en place de systèmes d'alerte précoce, notamment l'initiative japonaise *Hyogo Framework for Action*)
3. favoriser la réconciliation politique et la paix (par exemple le règlement de l'insurrection indonésienne d'Aceh)
4. conditionner les politiques d'aide à une meilleure gouvernance locale (consultation, transparence et responsabilité)

M. CLINTON conclut que le tremblement de terre au Pakistan (8 octobre 2005) a confirmé le besoin de créer un "*Global Emergency Fund*" capable de projeter des travailleurs et des ressources humanitaires dans les 72 heures suivant la survenance d'une catastrophe naturelle.

23 décembre

L'Assemblée Générale des Nations Unies adopte par consensus le budget bisannuel de l'organisation (3,8 Md\$), dont la dépense au-delà de 950 md\$ (soit le budget semestriel de fonctionnement) est conditionnée par la mise en oeuvre des réformes de management (principalement impulsées contre la mauvaise gestion et la corruption).

Si l'Egypte, l'Inde et la Jamaïque refusent de conditionner le budget de l'ONU à sa réforme, l'UE est parvenue à jeter un pont entre les Etats-Unis et le G-77 (groupe des Nations Unies représentant 133 PVD).

Des manifestations (20 000 personnes au total dont 2 000 à Mosul et 1 000 à Tikrit) **rassemblent les partisans de 35 formations politiques arabes sunnites et chiïtes laïques** dans la dénonciation

des résultats partiels des élections parlementaires du 15 décembre 2005, largement favorables à la coalition électorale chiite religieuse. Cette dernière déclare être disposée à négocier la participation des sunnites au sein d'un gouvernement de coalition à condition qu'ils reconnaissent les résultats électoraux.

Les manifestants exigent qu'un organe international instruisse les plaintes de fraude électorale et menacent de boycotter le futur Conseil des Représentants (275 membres). Les Nations Unies rejettent toutefois cette exigence.

Un tribunal de Milan délivre un mandat d'arrêt européen contre 22 agents de la CIA soupçonnés d'avoir participé au kidnapping ("*extraordinary rendition*") le 17 février 2003 à Milan - - au mépris de la souveraineté italienne -- de l'imam Hussan Moustafa Omar NASR, lequel a ensuite été emmené en Egypte pour interrogatoire au cours duquel il prétend avoir été torturé.

Le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD **annonce près de Falloudjah que le nombre des troupes américaines mobilisées pour le combat en Irak sera réduit de deux brigades d'ici le printemps 2006** (de 17 à 15 brigades soit une réduction comprise entre 8 et 10 000 soldats) mais que celui des troupes destinées à la formation/entraînement des forces de sécurité irakiennes sera augmenté ([Donald H. Rumsfeld, Security Rumsfeld Fallujah Town Hall Meeting, 23 décembre 2005](#)).

Etant donné la capacité croissante des Irakiens à assumer les tâches sécuritaires, M. RUMSFELD prévoit dès la formation du gouvernement irakien des discussions sur le niveau d'engagement des forces de la *Multi-National Force -- Irak* (MNF-I). Il rappelle toutefois le dilemme avec lequel sont prises des armées coalisées écartelées entre le besoin de sécuriser (ce qui implique des effectifs importants) et celui de responsabiliser comme de ne pas s'ingérer (ce qui implique des effectifs réduits).

22 décembre

Dans une lettre datée du 15 décembre 2005 et afin que l'administration BUSH annule une décision d'interdiction de participation controversée (contestée par le Comité Olympique des Etats-Unis ainsi que la *Major League Baseball*) prise à son encontre, la **fédération cubaine de baseball s'engage auprès de la ligue américaine de baseball à reverser les gains engrangés lors de la *World Baseball Classic* (mars 2006) aux victimes de l'ourag Katrina.**

Alors que le ministre japonais des Affaires étrangères Taro ASO déclare que la croissance régulière du budget chinois de la défense éveille la méfiance des nations asiatiques et constitue pour le Japon une menace, le cabinet du Premier ministre chinois Wen JIABAO publie un *White Paper* de 32 pages dans lequel **le gouvernement chinois assure que la puissance (et l'influence) économique, diplomatique et militaire de la République Populaire de Chine (RPC) dans les relations internationales ne constituera jamais une menace pour les autres nations.**

Cette promesse s'appuie sur deux arguments:

- historique: la Chine n'a cherché, ne cherche ni ne cherchera jamais de quelconque hégémonie
- économique: non seulement la RPC a besoin d'un commerce international pacifié pour réaliser ses objectifs internes de développement économique mais encore chacun (Chine, pays d'Asie, Etats-Unis et Union européenne) a intérêt à la stabilité des débouchés qu'offre un marché de 1,3 milliard d'individus

Connotée déstabilisatrice, la formule d'une "émergence pacifique" ("*peaceful rise*") de la RPC est abandonnée au profit de celle de son "développement pacifique" ("*peaceful development*").

Lors d'une voyage non annoncé en Irak, le Premier ministre britannique Tony **BLAIR déclare que la Grande-Bretagne pourrait amorcer la réduction de ses troupes mobilisées en Irak dans les**

six prochains mois au vu des progrès réalisés sur les volets politique (élections parlementaires du 15 décembre 2005) et sécuritaire (formation et entraînement des forces de sécurité -- armée et police -- irakiennes).

Le président George W. **BUSH signe l'Executive Order permettant l'entrée en vigueur le 1er janvier 2006 de l'accord de libre-échange signé entre les États-Unis et le Maroc** en mars 2004. La Maison-Blanche précise ainsi s'engager à soutenir "les sociétés musulmanes tolérantes et ouvertes".

La Maison-Blanche publie la **liste des principales réalisations du président George W. BUSH pour l'année 2005** ([White House, Fact Sheet: President Bush's Accomplishments in 2005, 22 décembre 2005](#)). Outre la reconstruction post-Katrina et la revitalisation de l'économie (réduction du déficit budgétaire, baisse permanente de l'imposition fiscale, plan national pour l'énergie et *Highway Bill*), le bilan de M. BUSH a principalement porté sur la GWOT:

- la promotion de la démocratie
- l'élaboration d'une stratégie globale pour la victoire en Irak (d'ores et déjà marquée par les progrès du processus politique)
- les opérations contre-terroristes et la protection du territoire national (notamment: nomination du premier *Director of National Intelligence* et lutte contre la prolifération des ADM)

Ne figure sur le listing présidentiel ni la gestion critiquée de l'après-Katrina ni les échecs législatifs du président (notamment la restructuration de la sécurité sociale et les forages pétroliers dans l'Arctique).

Le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD entame une visite non annoncée à Bagdad** où il s'entretient du prochain déploiement des troupes (février 2006) avec le Commandant en chef des forces armées américaines en Irak, le général de l'US Army George CASEY.

Avant que la 7^{ème} session de son procès ne soit ajournée jusqu'au 24 janvier 2006, l'ancien président irakien poursuivi des charges de crimes contre l'humanité (ordre d'assassiner 148 individus du village de Dujail en 1982), Saddam **HUSSEIN, accuse la Maison-Blanche de mentir doublement** :

- sur les stocks d'armes chimiques que l'Irak aurait détenus
- sur les tortures qu'il prétend avoir subies pendant sa détention dans une prison américaine

Le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD déclare (Bagram Air Base) lors de la deuxième journée de sa tournée afghane que le retrait des troupes américaines mobilisées dans le cadre de la GWOT en Afghanistan (OEF) et en Irak (OIF) renforcerait les terrorismes régionaux et augmenterait le risque d'attaque contre les États-Unis.**

M. RUMSFELD définit le succès des États-Unis en Irak comme la restauration des conditions d'une dynamique politico-sécuritaire viable qui fasse de l'Irak un Etat libre dont le gouvernement est respecté à l'intérieur (par ses citoyens) comme à l'extérieur (par ses voisins) et qui soit un allié des États-Unis dans la GWOT. Les États-Unis seront alors parvenus à enrayer l'instauration d'un havre terroriste (à la fois base arrière et pas de tir) en Irak.

21 décembre

Plusieurs rencontres entre décideurs américains et indiens se déroulent les 21-22 décembre 2005 à Washington dans le cadre du Partenariat Stratégique Global signé par le président George W. BUSH et le Premier ministre Manmohan SINGH le 18 juillet 2005.

Le secrétaire Condoleezza RICE et le conseiller pour la sécurité nationale Stephen J. HADLEY s'entretiennent avec le ministre indien des Affaires étrangères Shyam SARAN de la relation

bilatérale américano-indienne dans les matières allant de la démocratisation à la réforme des Nations Unies, en passant par la sécurité, la libéralisation du commerce, l'environnement, l'énergie (le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques Nicholas BURNS tient la 3ème réunion du groupe de travail américano-indien sur la Coopération en matière d'Energie Nucléaire Civile), l'agriculture, la coopération spatiale, le VIH ou encore les réponses aux crises humanitaires.

A l'occasion de sa conférence de presse quotidienne, le porte-parole du DoS Sean **McCORMACK qualifie d'"ironiques" les allégations de l'ancien président irakien Saddam HUSSEIN**, lequel prétend avoir été torturé pendant sa détention dans une prison américaine, **et réaffirme la volonté des Etats-Unis de poursuivre le membre du Hezbollah responsable de l'assassinat d'un marin américain en 1985** (lors du détournement d'un vol TWA), M. Mohammed HAMADI, remis en liberté par les autorités judiciaires allemandes après avoir purgé 19 années de prison pour une condamnation à la détention à perpétuité ([Sean McCormack, Daily Press Briefing, Washington, D.C., 21 novembre 2005](#)).

Dans une lettre datée du 23 novembre 2005 adressée par Abou Yehia AL-LIBI (échappé de la prison américaine de Bagram, Afghanistan, en juillet 2005) à Abou Moussab AL-ZARQAWI et diffusée sur les *fora* liés à al-Qaida, le premier avance au second que **le théâtre irakien a désormais supplanté pour le jihad celui originel afghan** et l'avertit que chaque transgression de l'idéologie islamique constitue une faille dans laquelle les ennemis coalisés s'engouffrent pour désagréger le front jihadiste.

Le Premier ministre libanais Fouad **SINIORA critique la demande formulée par les Etats-Unis auprès du Liban pour détenir -- avant son éventuelle extradition -- le preneur d'otages du Hezbollah responsable du meurtre d'un marin américain en 1985** (lors du détournement d'un vol TWA), Mohammed Ali HAMMADI, lequel a été récemment libéré après avoir purgé dans une prison allemande 19 ans de sa condamnation à vie.

La loi de finance votée en matière de défense par **le Sénat alloue 453 Md\$ de budget au DoD**, dont 50 Md\$ pour la conduite de l'OEF et de l'OIF.

Trois formations partisans arabes sunnite (le Front Irakien de la Concorde) **et séculières** (le Front Uni Irakien de Saleh AL-MUTLAK et la Liste Nationale Irakienne de l'ancien Premier ministre Iyad ALLAWI) **s'unissent pour exiger l'organisation de nouvelles élections parlementaires** (celles du 15 décembre 2005 ayant fait l'objet de fraudes massives selon les demandeurs) et menacent de boycotter le futur Conseil des Représentants.

Après la fin de non recevoir émise par la Commission Electorale Irakienne Indépendante (considérant que les quelques irrégularités constatées n'altèrent pas le résultat national), les coalitions plaignantes envisagent de formuler leur requête auprès de la Ligue Arabe, de l'Union européenne et des Nations Unies.

Deux contraintes post-électorales émergent ainsi pour l'administration BUSH afin de stabiliser l'Irak:

- le confinement des divisions ethno-confessionnelles confirmées par le scrutin parlementaire
- le renforcement de la coopération américano-iranienne (parce que les relations diplomatiques entre les Etats-Unis et l'Iran ont été rompues en 1979, la coopération bilatérale pourrait s'effectuer *via* les ambassades des deux pays à Bagdad)

Le total des troupes mobilisées en Irak (National Guard + Reserve) atteint 138 304 soldats, soit 5 889 de moins que pour la semaine du 14-21 décembre 2005, répartis de la manière suivante:

- 116 946 de l'Army (National Guard + Reserve)
- 4 078 de la Navy (Reserve)
- 8 122 de l'Air Force (National Guard + Reserve)

- 8 742 du Marine Corps (*Reserve*)
- et 416 de la Coast Guard (*Reserve*)

Le président de la Commission Electorale Indépendante Irakienne, Hussein **AL-HINDAWI**, **annonce que le taux de participation électorale au scrutin parlementaire du 15 décembre 2005 s'est élevé au niveau national à 69,97%** (10 893 413) des personnes en âge de voter (contre 58% - 9 millions -- puis 64% -- 9,8 millions -- le 30 janvier puis le 15 octobre 2005), avec notamment 55% dans la province à majorité sunnite d'Anbar (contre 2% le 30 janvier 2005).

Le leader de l'opposition afghane au président Hamid KARZAI -- Yunus **QANUNI** -- **est élu président de la Chambre basse** (249 membres) du Parlement investi le 19 décembre.

Au cours d'une visite non annoncée au Pakistan visant à encourager les 850 soldats américains détachés à l'aide post-tremblement de terre, le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD déclare douter du leadership d'Oussama BEN LADEN et d'Ayman AL-ZAWAHIRI au sein de l'organisation al-Qaida**. Il conjecture que le silence de MM. BEN LADEN et AL-ZAWAHIRI, réputés premier et deuxième de l'organigramme, résulte en partie des contraintes que leur impose leur traque.

20 décembre

Le DoD annonce en 2006 la réduction de 13% du nombre de soldats américains (de 19 000 à 16 500) mobilisés en Afghanistan pour mener les opérations de contre-terrorisme dans le cadre de l'OEF ([U.S. Department of Defense, Operation Enduring Freedom Rotation Adjustment Announced, 20 décembre 2005](#)), capitalisant ainsi sur le déploiement élargi au sud de la Force Internationale (otanienne) d'Assistance à la Sécurité (FIAS).

Le sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires politiques Nicholas **BURNS réaffirme à Port-au-Prince le soutien des Etats-Unis au double processus de transition politique et de réforme démocratique que connaît Haïti**, notamment au déroulement des élections prévues en janvier 2006.

Le secrétaire assistant pour les Affaires des Organisations Internationales, Kristen **SILVERBERG, rappelle les réformes prioritaires pour les Etats-Unis afin de renforcer les Nations Unies** (Kristen Silverberg, *On-The-Record-Briefing*, Washington, DC, 20 décembre 2005):

- réforme du management
- réforme éthique
- et réforme budgétaire

Les Etats-Unis proposent d'inscrire ces réformes à l'agenda de l'ONU en conditionnant le vote de son budget bisannuel à leur mise en oeuvre. Un budget intérimaire de trois à quatre mois serait voté en attendant.

Le secrétaire assistant rappelle enfin que, s'ils ne se sont pas opposés à la candidature allemande au Conseil de Sécurité, les Etats-Unis soutiennent fermement celle du Japon en tant qu'important contributeur du budget onusien (20%).

L'ambassadeur américain auprès des Nations Unies, John R. **BOLTON, annonce que les Etats-Unis soutiennent les résolutions de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité des Nations Unies portant création d'une *Peacebuilding Commission*** ("Commission de Consolidation de la Paix") destinée à coordonner l'aide de la communauté internationale à la reconstruction et à la stabilisation des sociétés post-conflit. En moyenne depuis 20 ans, un Etat sur deux sortant d'un conflit y replonge.

Cette Commission se composera de 31 membres sélectionnés de la manière suivante:

- 7 en provenance du CSNU (15 membres) dont les 5 membres permanents
- 7 en provenance du Conseil Economique et Social (54 membres)
- 5 choisis parmi les 10 plus importants contributeurs au budget des Nations Unies
- 5 choisis parmi les plus importants contributeurs aux troupes de maintien de la paix
- 7 choisis selon le critère de l'équilibre géographique entre régions

Le vice-président Richard D. **CHENEY met un terme à sa tournée en Asie et au Moyen-Orient** (prévue du 19 au 23 décembre 2005) pour des considérations de politique intérieure: en tant que président du Sénat, sa voix pourrait effectivement s'avérer décisive lors du vote le 21 décembre 2005 de propositions de lois controversées (l'une porte les réductions budgétaires, l'autre sur l'autorisation des forages pétroliers en Alaska).

Le leader du Front de Concorde National (FCN) Adnan AL-DULAIMI annonce que **la coalition électorale sunnite conteste les premiers résultats partiels des élections parlementaires du 15 décembre 2005** publiés par la Commission Electorale Indépendante Irakienne (CEII) pour Bagdad (la coalition chiite l'emporterait avec 58% des voix) et appelle à un nouveau scrutin dans la capitale irakienne.

Le chef de la CEII Abdul Husain HINDAWI refuse pour le moment l'organisation d'un nouveau scrutin en l'absence de "fondements objectifs".

19 décembre

Le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE nomme l'ambassadeur Frank G. WISNER représentant spécial pour les négociations du statut de la province serbe du Kosovo**, sous administration internationale depuis le 10 juin 1999 (résolution 1244 CSNU), et soutient que la résolution du statut stabilisera les Balkans occidentaux de même qu'elle favorisera l'intégration de la région au sein des institutions euro-atlantiques ([*Condoleezza RICE, Appointment of Ambassador Frank G. Wisner As the Special Representant of the Secretary of State to the Kosovo Status Talks, 19 décembre 2005*](#)).

Le porte-parole de l'armée américaine en Irak, le lieutenant colonel Barry **JOHNSON, annonce la libération le 17 décembre 2005 de plusieurs des 27 détenus baathistes de "haut-rang"** (appartenant à la liste des 55 membres les plus recherchés du régime de Saddam HUSSEIN en 2003) qui ne posent pas une menace à la sécurité, ne sont pas inculpés de crimes et n'ont pas de valeur en termes de renseignement. L'ancien bras droit de Saddam HUSSEIN pour la diplomatie, Tareq AZIZ, fait partie des 27 détenus dont la libération est envisagée comme un geste à l'endroit de la communauté sunnite.

L'armée américaine continue de détenir 14 000 Irakiens n'ayant pas fait l'objet d'inculpations.

Après avoir atteint son plus bas niveau en novembre 2005 (érosion du soutien à l'OIF, gestion critiquée de l'après-Katrina, nomination avortée de Harriet MIERS, mise en examen des républicains I. Lewis LIBBY et Tom DeLAY), **l'approbation de l'action présidentielle est réappréciée à la faveur de la situation économique américaine positive et de la remobilisation du soutien de l'opinion publique à l'OIF** (elle-même favorisée par le recadrage du débat irakien au cours des cinq récents discours présidentiels ainsi que par le succès relatif des élections parlementaires du 15 décembre 2005).

Le Congrès rejette la demande du secrétaire d'Etat Condoleezza RICE visant à financer à hauteur de 50 md\$ les troupes de maintien de la paix de l'Union Africaine (6 000 soldats) déployées dans la région soudanaise du Darfour et dont le mandat s'achève fin décembre 2005.

La Chambre des Représentants vote l'allocation au DoD d'un **financement supplémentaire de 50 Md\$** au titre des opérations menées en Afghanistan (OEF) et en Irak (OIF).

La Corée du Nord impute à l'attitude dilatoire de l'administration BUSH (suspension des *Six-Party Talks* depuis octobre 2005) **sa décision de construire des réacteurs atomiques à eau-légère** (LWRs pour *Light-Water Reactors*) et de développer deux réacteurs pouvant produire la quantité suffisante de matériau fissile pour renforcer sa capacité de dissuasion nucléaire.

L'élection de l'ancien fermier indien leader du Mouvement Vers le Socialisme, Evo MORALES, président de la Bolivie est réputée contrarier des Etats-Unis qui redoutent la formation d'une alliance d'extrême gauche entre l'île de Cuba (Fidel CASTRO), le Venezuela (Hugo CHAVEZ) et la Bolivie prospérant sur le fond d'anti-américanisme croissant qui anime les opinions publiques ainsi que les principales formations politiques latino-américaines.

Si le programme du président élu prévoit la nationalisation de l'industrie du gaz naturel (secondes réserves d'Amérique latine) et une double opposition aux initiatives américaines de création d'une Zone de Libre-Echange des Amériques (FTAA pour *Free Trade Area of the Americas*) et de "guerre contre la drogue" (M. MORALES envisage le terme d'un programme d'éradication de la coca financé par les Etats-Unis), la plupart des analystes s'accordent toutefois à penser que le pragmatisme du nouveau président bolivien l'incitera plutôt au réalisme de son homologue brésilien Luiz Inacio LULA DA SILVA, à moins que la rhétorique américaine n'exacerbe les antagonismes et ne radicalise le pouvoir bolivien.

Le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE confirme le *behaviourism* du DoS en déclarant que les Etats-Unis détermineront le contenu de leur relation bilatérale avec la Bolivie à l'aune de la conduite de son nouveau président. Cette "question de conduite" recouvre notamment le gouvernement démocratique du peuple bolivien (Condoleezza Rice, *Interview on CNN with Wolf Blitzer*, Washington, D.C., 19 décembre 2005).

Le DoS annonce avoir inscrit le 16 décembre 2005 M. Sajid BADAT sur la liste des terroristes étrangers dont les activités constituent une menace à la sécurité des citoyens américaines de même qu'à la sécurité nationale, la politique étrangère et l'économie des Etats-Unis. Par conséquent, ses avoirs sont gelés aux Etats-Unis.

L'Armée Islamique en Irak diffuse une vidéo de six secondes montrant l'exécution par balles du **consultant américain Ronald Alan SCHULZ**, enlevé le 6 décembre 2005 et exécuté le 8 décembre 2005.

Le vice-président Richard D. **CHENEY entame un voyage prévu de cinq jours (19-23 décembre 2005) en Asie et au Moyen-Orient visant à consolider ou renforcer la coopération dans la GWOT** entre les Etats-Unis et l'Afghanistan, Oman, le Pakistan, l'Egypte et l'Arabie Saoudite.

Après une visite non prévue le 18 décembre 2005 en Irak, il poursuit sa tournée en Afghanistan en assistant à la cérémonie d'inauguration du nouveau Parlement afghan élu le 18 septembre 2005 puis en s'entretenant avec le président Hamid KARZAI. Le parlement bicaméral comprend les 249 membres de la Chambre basse (*Wolesi Jirga*) et les 102 membres de la Chambre haute (*Meshrano Jirga*). Il est critiqué par les organisations de défense des droits de l'homme, notamment *Human Rights Watch* qui avance que plus de 60% des parlementaires sont d'anciens seigneurs de la guerre ou leurs délégués.

18 décembre

Considérant la GWOT comme une guerre dans laquelle le renseignement est primordial, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE justifie sur Fox News l'autorisation accordée en octobre 2001 par le président George W. BUSH à la National Security Agency (NSA) pour écouter sans**

mandat judiciaire les conversations téléphoniques internationales d'individus situés aux Etats-Uni (Condoleezza Rice, *Interview on Fox News Sunday With Chris Wallace*, Washington, D.C., 18 décembre 2005).

Mme RICE se déclare également convaincue que la problématique iranienne sera dénouée devant le CSNU si l'Iran ne change pas de comportement.

La première allocution télévisée du président George W. BUSH depuis celle annonçant en mars 2003 le déclenchement de l'OIF est une évaluation plus réaliste et prudente de la situation irakienne (George W. Bush, *President's Address to the Nation*, Bureau Oval, Washington, D.C., 18 décembre 2005).

Dans une allocution destinée à recadrer le débat et remobiliser le soutien de l'opinion publique (effectivement, si 36% des individus interrogés souhaitent le retrait immédiat des forces américaines, 57% le conditionnent désormais à la stabilisation de l'Irak), M. BUSH admet les frictions rencontrées au cours d'une intervention "controversée" dont la justification originelle (l'existence d'ADM) s'est avérée fautive. Certes, les difficultés sont plus importantes que prévues en raison du rythme lent des efforts de reconstruction et d'entraînement des forces de sécurité irakiennes ainsi que d'un ennemi "déterminé et brutal, non contraint par la conscience ou les lois de la guerre". La guerre est difficile mais n'est pas pour autant perdue car les élections parlementaires du 15 décembre 2005 ont amorcé selon le président BUSH un net progrès sur le chemin de la stabilisation et de la démocratisation de l'Irak: non synonyme de fin de la violence, le scrutin permet toutefois l'émergence d'une démocratie constitutionnelle au coeur du Moyen-Orient, c'est-à-dire pour M. BUSH d'un allié des Etats-Unis dans la GWOT. De plus, s'ils conserveront une capacité de nuisance, les terroristes et jihadistes étrangers ont perdu leur capacité de mobilisation. Le président considère que la victoire n'est pas seulement une possibilité mais un processus d'ores et déjà amorcé: les Etats-Unis sont en train de la remporter.

Tout retrait anticipé serait dès lors un acte "d'imprudence et de déshonneur". M. BUSH oppose à la critique constructive et légitime qu'il respecte l'attitude des "défaitistes" niant tout progrès ou aspect positif de l'intervention, et exhorte les opposants à la guerre à ne pas verser dans un désespoir qui revient à abandonner le "combat pour la liberté".

Cette rhétorique présidentielle consistant à admettre les erreurs tout en maintenant un cap ambitieux est soulignée par le sénateur républicain John McCain appréciant sur ABC ("*This Week*") l'ouverture d'esprit et le réalisme récemment manifestés par M. BUSH. Largement consacrés à la situation irakienne, les *talk shows* dominicains permettent aux deux sénateurs démocrates Carl M. LEVIN et Joseph R. BIDEN d'exhorter les formations partisans irakiennes à trouver un compromis politique. Tandis que le premier conditionne sur NBC ("*Meet the Press*") le maintien des troupes américaines en Irak aux efforts des organisations politiques chiites et sunnites, le second recommande sur CBS ("*Face the Nation*") d'impliquer la communauté internationale et les puissances régionales dans la négociation post-électorale .

Réunis à Hong Kong pour la 6ème Conférence ministérielle du cycle de négociations de Doha visant à débloquer l'impasse dans laquelle se trouve l'Agenda pour le Développement (objectif: extraire de la pauvreté 140 millions d'individus *via* l'intensification du commerce international), mais bloquant sur l'opposition entre promoteurs de la libéralisation des marchés agricoles des pays développés (le G-20 et les 17 Etats membres du Groupe de Cairns) et promoteurs de la libéralisation des secteurs des biens et services des PMD (les pays développés et ceux membres du Groupe de Cairns), **les ministres des 149 Etats membres de l'OMC ne parviennent qu'à un accord *a minima*.**

Provisoire, cet accord prévoit la fin des subventions à l'exportation en matière agricole (accordées par les pays développés, principalement européens, à leurs agriculteurs) d'ici 2013 et la restriction des crédits à l'exportation comme de l'aide alimentaire en nature (Etats-Unis), la disparition progressive des barrières tarifaires (droits de douanes et quotas) protégeant le marché cotonier des

pays développés ainsi que l'accélération du démantèlement du système américain de subventions à l'exportation du coton (4 md\$/an).

En revanche, le projet *aid-to-trade* consistant à exonérer de droits de douanes et de quotas les 49 les plus pauvres se brisent contre les volontés américaine et japonaise de protéger respectivement leur marché du textile et du riz: seuls les pays développés "qui se déclarent en mesure de le faire" pourront intégralement libéraliser l'accès à leur marché en faveur des pays très pauvres à partir de 2008.

Le vice-président Richard D. **CHENEY déclare à l'occasion d'une visite surprise en Irak que les élections parlementaires du 15 décembre 2005 ont marqué un "progrès tangible" vers une démocratie stable.** Ce premier déplacement en Irak de M. CHENEY en tant que vice-président est aussi la visite américaine de plus haut rang protocolaire depuis celle du président George W. BUSH pour *Thanksgiving Day* en 2003.

Trois policiers afghans sont tués par les insurgés talibans dans le sud de l'Afghanistan à la veille de l'ouverture de la session du nouveau parlement afghan (élu le 18 septembre 2005, c'est-à-dire sous "l'occupation américaine" selon les Taliban) à laquelle assistera le vice-président américain Richard D. CHENEY.

Le journaliste du *Washington Post* Robin **WRIGHT rappelle que les Etats-Unis resteront largement impliqués en Irak** nonobstant les élections parlementaires du 15 décembre 2005 et la formation future d'un gouvernement irakien souverain (Robin Wright, "Bigger Hurdles for U.S. In Iraq's Next Phase", *The Washington Post*, 18 décembre 2005, p. A 28).

Parce que l'Irak souffre encore de nombreux maux (problèmes de gouvernance politique et d'ethnisation de la représentation sociale, délégation de la coercition politique *via* l'instrumentalisation des milices, corruption endémique et chômage structurel), les Etats-Unis joueront en 2006 le rôle de "courtier" en aidant à:

- la formation du nouveau gouvernement
- la réforme de la Constitution
- la formation et l'entraînement des forces de sécurité irakiennes
- la réduction de la corruption
- la redynamisation de l'économie
- la prévention d'une guerre civile

M. WRIGHT confirme le propos tenu le 16 décembre 2005 par le sénateur républicain Lindsey O. GRAHAM selon lequel le principal obstacle à la stabilisation démocratique de l'Irak qui porte en germe le risque de guerre civile réside désormais dans les milices communautaires et non plus l'insurrection.

L'ancien secrétaire d'Etat Henry A. **KISSINGER rappelle que la temporisation, ou patience, est le "prérequis pour vaincre une guerre de guérilla" par une "stratégie de sortie responsable" fondée sur le critère des progrès politico-sécuritaires réalisés sur le terrain** (Henry A. Kissinger, "How to Exit Iraq. At First, Iraqi Should Augment U.S. Forces, Not Replace Them", *The Washington Post*, 18 décembre 2005, p. B 07).

La principale préoccupation de M. KISSINGER réside dans l'impact psychologique du retrait des forces américaines mobilisées en Irak: aux prises avec un islam radical qu'il définit comme une idéologie révolutionnaire qui -- cherchant à débarrasser les Etats sociologiquement musulmans des influences séculière, pluraliste et occidentale -- se nourrit de la perception d'un ennemi décadent donc faible, le retrait ne saurait être perçu comme "forcé" mais plutôt tel le fruit d'une stratégie planifiée en vue de garantir les sécurités régionale et internationale.

Le premier cas enracinerait effectivement l'image d'une défaite américaine, emportant alors une triple conséquence pour les Etats-Unis:

- crédibilité amoindrie auprès de la communauté internationale

- leadership affaibli auprès des pays du Moyen-Orient
- confiance diminuée de la part des Etats majeurs (Chine, Russie, Europe et Japon)

C'est pourquoi l'ancien secrétaire d'Etat préconise, au lieu d'un retrait des troupes américaines à l'aune de la formation/entraînement des forces de sécurité irakiennes (armée et police), leur maintien afin d'augmenter les effectifs américano-irakiens voués à la sécurisation de l'Irak. Ce renforcement des personnels favoriserait selon lui:

- l'étanchéification de la frontière irako-syrienne (principal axe de pénétration des jihadistes étrangers)
- l'offensive menée contre les infrastructures de la guérilla (stratégie "*clear, hold & build*")
- les opportunités de stabiliser le pays
- et *in fine* une stratégie de sortie viable

Cette dernière doit résulter pour M. KISSINGER de "l'intégration systématique des éléments politiques et de sécurité" qui caractérisent la situation sur le terrain:

- la consolidation du gouvernement national
- la dé-communautarisation des forces de sécurité irakiennes (dés-ethnicisation et sécularisation), pour qu'elles soient perçues comme incarnant l'intérêt national irakien
- le désarmement simultané des milices communautaires (principalement chiites)
- et les opérations offensives contre les provinces réfractaires (principalement sunnites)

A ces seules conditions le retrait pourra être perçu non comme une défaite mais comme un processus déterminé par le critère objectif des progrès politico-sécuritaires réalisés sur le terrain.

Encore faut-il qu'il soit accompagné concomitamment de l'implication de la communauté internationale, *via* un "groupe de contact" (composé des "alliés européens", de l'Inde, du Pakistan, de la Turquie et des voisins de l'Irak) qui aurait pour tâche:

- d'asseoir la légitimité internationale du gouvernement irakien
- et de refléter l'intérêt de la communauté internationale à la stabilisation/progression de l'Irak

17 décembre

Confirmant partiellement l'orientation de la directive présidentielle du 7 décembre 2005 (elle confie au secrétaire d'Etat la responsabilité d'améliorer la coordination, la planification et la mise en oeuvre de l'assistance à la stabilisation et à la reconstruction des Etats ou régions en transition après un conflit ou une guerre civile), le professeur Janine DAVIDSON et le doctorant Tammy S. SCHULTZ considèrent en revanche que **le meilleur moyen d'aider les forces armées en Irak réside paradoxalement dans un soutien financier accru au -- et la montée en puissance du -- DoS**, non pas dans le renforcement de la compétence civilo-militaire du DoD (Janine Davidson, Tammy S. Schultz, "What the Troops Really Need", *The Washington Post*, 17 décembre 2005, p. A 23).

Les Etats-Unis manquent effectivement d'une organisation civilo-militaire intégrée capable de mettre efficacement en oeuvre le troisième volet de la stratégie nationale "*Clear, Hold and Build*". Parce que la reconstruction post-conflit vise à ancrer des institutions locales durables sur les plans politique, sécuritaire et économique, elle exige les compétences de non militaires (diplomates civils du DoS et professionnels des agences gouvernementales non militaires: Départements du Trésor et du Commerce) capables de coordonner l'instauration des mécanismes indispensables de gouvernance et de régulation économique par la mise en oeuvre d'une expertise autre que militaire ou combattante: diplomatie, Etat de droit, développement économique et démocratisation.

Or, non seulement le DoS reste le principal responsable de la phase de reconstruction, mais encore le processus interagences DoS/DoD n'a pas échappé aux frictions (ne serait-ce qu'en raison de budgets disparates: respectivement 500 Md\$ et 10 Md\$) tandis que l'*Office of the Coordinator for Reconstruction and Stabilization* du DoS (dirigé par Carlos PASCUAL) n'est pas autorisé à travailler en Irak.

D'où l'impératif, selon les auteurs, de soulager le DoD par le transfert à un DoS renforcé des tâches de reconstruction.

16 décembre

Le commandant en chef des forces américaines en Irak, le général George CASEY, **déclare que les opérations militaires conduites à l'automne 2005 dans l'ouest irakien ont largement impacté les "terroristes" et "jihadistes étrangers" parmi les insurgés** (Gen. George Casey, *News Briefing with Gen. George Casey*, 16 décembre 2005). Ces opérations militaires ont selon lui:

- rétabli le contrôle de la frontière irako-syrienne
- désorganisé le dispositif du réseau al-Qaida en Irak par lequel était assurée la pénétration des jihadistes étrangers candidats à l'attentat suicide
- sécurisé la participation électorale des habitants de la province occidentale d'Anbar et donc assuré le succès d'un processus politique qui favorise la séparation du bon grain de l'insurrection (les "rejectionnistes irakiens" et partiellement les "Saddamistes") de l'ivraie (les "terroristes" ou "jihadistes étrangers")

S'il qualifie l'ingérence iranienne (durant les élections et amenée à se poursuivre tout au long du processus de formation du gouvernement irakien souhaité conforme aux intérêts iraniens) de "défi" pour les Etats-Unis, le général CASEY admet en revanche que des actions syriennes ont amélioré l'étanchéité de la frontière syro-irakienne.

Les deux plus hauts responsables américains en Irak -- **l'ambassadeur Zalmay KHALILZAD et le commandant en chef général George W. CASEY** -- **exhortent les principales organisations politiques irakiennes à former un large gouvernement d'unité nationale dès la publication des résultats des élections parlementaires du 15 décembre 2005**. Ce gouvernement d'unité nationale devra jeter des ponts entre groupes ethno-confessionnels auxquels il inspirera confiance.

S'ils reconnaissent les pierres d'achoppement entre formations partisans (rôle de l'islam, partage des revenus du pétrole, répartition du pouvoir entre gouvernement central et provinces, rôle futur des troupes américaines et retrait daté ou non), MM. KHALILZAD et CASEY recommandent aux Irakiens de capitaliser sur le succès de la participation politique et de ne pas prolonger artificiellement (la nomination du Premier ministre par le Conseil des Représentants doit déjà s'effectuer à la majorité des 2/3) un vide du pouvoir belligène (les trois mois nécessaires à la *Transitional National Assembly* élue le 30 janvier 2005 pour former un gouvernement avaient été largement exploités par les insurgés).

Pour la seconde fois depuis octobre 2005, **la proposition de résolution rejetant l'option du retrait daté des forces armées américaines mobilisées en Irak est votée par 279 représentants** (dont 59 démocrates) contre 109.

Parce qu'il révèle le clivage intra-démocrate sur la problématique irakienne tout en soulignant le récent succès relatif des élections parlementaires irakiennes, d'aucuns reprochent aux représentants républicains de chercher par ce vote à polariser le parti démocrate et politiser le thème de l'OIF.

15 décembre

Après plusieurs semaines de négociations, les votes bipartisans de l'amendement McCain par le Sénat en octobre 2005 (90-9) puis par la Chambre des représentants le 14 décembre 2005 (398-122), le président George W. **BUSH accepte de soutenir l'amendement du sénateur républicain John McCain visant à interdire tout traitement cruel, inhumain ou dégradant d'individus suspects de terrorisme détenus dans les prisons américaines** à travers le monde et instaurant un standard normatif pour l'interrogatoire des prisonniers.

M. BUSH s'y était opposé pour des motifs de protection juridique d'agents du gouvernement accusés d'avoir maltraité des détenus. Il souhaite ainsi "signifier au monde que cet État ne torture pas".

Un rapport du *Congressional Research Service* (CRS) de 14 pages conclut que l'équipe **présidentielle disposait en 2002-2003 de plus de renseignement que le Congrès lorsque le second autorisa le premier à recourir à la force armée.**

Soulignant le fréquent déni d'accès aux sources, à la collecte et à l'analyse du renseignement qu'ont subi les Chambres, ce rapport réalisé par le CRS à la demande du sénateur démocrate Dianne FEINSTEIN (appartient à la *Senate Intelligence Committee* bipartisane qui, après avoir conclu dans un premier temps à l'exagération de la menace ADM et à l'artificialité de la connexion Irak--al-Qaida, entame une seconde phase d'enquête depuis février 2004 consacrée au rôle joué par la Maison-Blanche) contredit l'affirmation présidentielle d'un savoir partagé avec le législatif et crébilise l'allégation démocrate selon laquelle l'administration BUSH aurait instrumentalisé en 2003 le renseignement afin de justifier le déclenchement de l'OIF (exagération de la menace ADM et artificialité de la connexion Irak--al-Qaida).

Le général de l'US Air Force Ronald E. KEYS (chef de l'*Air Combat Command*) annonce que l'avion **de combat furtif F-22 A Raptor** (anciennement dénommé F/A-22 et ayant vocation à remplacer le F-15 Eagle), **en développement depuis les années 1980, est prêt pour le combat aérien.** Le budget de la Défense 2006 prévoit 180 appareils (l'USAF en possède déjà 56).

Si le F-22 A Raptor doit confirmer la dominance aérienne américaine dans les prochaines années, son coût unitaire (133 md\$ l'unité R&D exclue; 350 md\$ l'unité R&D incluse) et sa vocation (combattre un ennemi conventionnel hyper-étatique comme la *People's Liberation Army* chinoise) font douter certains de sa pertinence.

Le président George W. **BUSH** félicite les citoyens irakiens pour leur courage et leur refus de se laisser intimider, remercie l'ambassadeur américain en Irak Zalmay KHALILZAD pour le travail accompli et **souligne dans les élections parlementaires irakiennes une "étape majeure" vers la réalisation de l'objectif des Etats-Unis, à savoir un Irak:**

- démocratique
- stable
- allié dans la GWOT
- et incarnant un modèle pour la région, notamment pour les contestataires du *statu quo* en Iran et en Syrie

Si la plupart des politiques se félicitent des taux de participation massifs (général et sunnite) -- le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD relève une défaite des responsables des attentats suicides et décapitations, le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE insiste sur le renouveau d'une "grande nation" et le commandant en chef américain en Iraq (le général George W. CASEY) conjecture le tarissement graduel de l'insurrection --, les commentateurs émettent toutefois plusieurs réserves. Les élections:

- risquent de renforcer l'institutionnalisation des clivages ethno-confessionnels qui lézardent la société irakienne et de retarder alors les progrès du processus politique
- viennent trop tardivement (18 mois après la chute du régime baathiste) pour enrayer la routine insurrectionnelle

Tous s'accordent pour considérer que le scrutin n'est pas une fin en soi mais une étape devant favoriser les conditions d'une dynamique nouvelle du processus politique. Les démocrates attendent principalement de M. BUSH qu'il capitalise sur ce succès électoral relatif pour accélérer la transition et le redéploiement des troupes américaines mobilisées en Irak.

Le CSNU adopte à l'unanimité (15-0) -- sur le fondement du chapitre VII de la Charte des Nations Unies -- une résolution initiée par la France et soutenue par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Celle-ci:

- prolonge pour six mois le mandat de la Commission d'Enquête Internationale sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic HARIRI (son chef Detlev MEHLIS doit être remplacé après son départ volontaire)

- autorise la Commission à apporter une assistance technique au Liban dans le cadre des 14 assassinats politiquement motivés perpétrés depuis le 1er octobre 2004
- et exige de la Syrie qu'elle réponde "sans ambiguïté et diligemment" aux requêtes des commissaires

Après le vote par le Parlement italien (mars 2005) du retrait graduel des troupes mobilisées en Irak (4ème contingent de la MNF-I), une première mise en oeuvre (septembre 2005) concernant 300 soldats puis l'annonce par le Premier ministre Silvio BERLUSCONI (novembre 2005) que le retrait sera achevé d'ici fin 2006, **le ministre italien de la Défense Antonio MARTINO décide une nouvelle réduction des forces engagées de 10% en janvier 2006.**

L'ambassadeur américain en Irak Zalmay **KHALILZAD** retient **six principaux critères pour définir le succès en Irak**, lequel promeut selon lui le couple intérêts/valeurs américains et constitue la "cheville ouvrière" de la transformation du GMO (Zalmay Khalilzad, "After the Elections", *The Washington Post*, 15 décembre 2005, p. A 33):

1. l'établissement d'un gouvernement efficace à large assise électorale
2. l'érection de forces de sécurité irakiennes représentatives qui inspirent la confiance des différentes communautés ethno-confessionnelles
3. la réduction des "Saddamistes" et des "terroristes" *via* un processus politique inclusif (intégration des "rejectionnistes" et amendement de la Constitution pour en faire un "*national compact*") et le triptyque stratégique *clear-hold-build*
4. le renforcement des capacités des gouvernements locaux ainsi que l'amélioration de la coopération entre les échelons national et local
5. la réforme de l'économie (réduire le chômage) ainsi que le développement du secteur privé (notamment l'agriculture)
6. le ralliement du soutien des États voisins pour la stabilisation de l'Irak (presser la Syrie pour qu'elle cesse d'être une base arrière terroriste du front irakien)

Dix millions de citoyens irakiens sont appelés à se prononcer à l'occasion des élections parlementaires : 7 000 candidats appartenant à 228 formations politiques différentes regroupées dans 21 coalitions électorales se disputent les 275 sièges du Conseil des Représentants, première assemblée nationale véritablement constituante du Parlement bicaméral irakien, dont le président (choisi à la majorité qualifiée des 2/3) nommera le Premier ministre chargé de la formation du gouvernement.

Les mesures de sécurité devant garantir le bon déroulement du scrutin sont strictes: fermeture des frontières de l'Irak, interdiction de circuler et fouille à l'entrée des 5 600 bureaux de vote (comptant au total 40 000 urnes).

14 décembre

A l'occasion de son quatrième et dernier discours sur la stratégie des États-Unis pour la victoire en Irak, le président George W. **BUSH** **endosse la responsabilité du déclenchement de l'OIF sur la base de renseignements erronés mais n'en maintient pas moins la pertinence de sa décision d'entrée en guerre puis de sa politique irakienne** car les États-Unis ont toujours eu comme objectif, selon lui, "davantage que l'éviction d'un dictateur brutal": son remplacement par un "Irak libre et démocratique" (George W. Bush, President *Discusses Iraqi Elections, Victory in the War on Terror*, The Woodrow Wilson Center, Ronald Reagan Building and International Center, Washington, D.C., 14 décembre 2005). Le président s'engage par ailleurs à réformer la communauté du renseignement. Visant à recadrer le débat et remobiliser le soutien de l'opinion publique à l'OIF, le président avance une stratégie nuancée et réaliste dans ses constats mais résolue quant aux perspectives de succès.

M. BUSH présente les élections parlementaires irakiennes du 15 décembre 2005 comme un "tournant dans l'histoire de la liberté" devant faire de l'Irak un modèle démocratique (de plus en plus inclusif à mesure que la participation sunnite est acquise) susceptible d'inspirer le Moyen-Orient et jusqu'aux réformateurs des deux régimes hostiles aux États-Unis que sont l'Iran et la Syrie. Cependant, parce qu'en Irak les enjeux sont "élevés" et parce qu'un retrait daté enverrait le mauvais signal tout à la fois aux Irakiens, à l'ennemi, à la communauté internationale et aux forces armées américaines, le président continue de conditionner la décision du retrait des troupes à la victoire sur le terrain, laquelle répond à trois objectifs:

- neutraliser les "Saddamistes" (noyau dur des loyalistes du régime baathiste qui peuvent être marginalisés) et les "terroristes" (individus liés à -- ou se réclamant de -- al-Qaida qui peuvent être réduits)
- former / entraîner des forces de sécurité irakiennes capables de défendre le peuple d'Irak
- empêcher l'Irak de devenir la base arrière en même temps que le pas de tir du terrorisme international

M. BUSH sollicite enfin la patience compréhensive de l'opinion publique américaine pour la publication des résultats électoraux, la formation du nouveau gouvernement irakien et la révision de la Constitution.

Nonobstant quatre discours sur sa stratégie "pour la victoire en Irak", une lettre signée par 40 sénateurs démocrates et 1 sénateur indépendant, dont l'initiative revient au leader de la minorité démocrate du Sénat Harry M. REID, exhorte l'administration à plus de franchise à l'égard des Irakiens comme des Américains pour faire de 2006 "une période de transition significative":

- aux premiers, M. BUSH devrait signifier que seul le compromis (notamment constitutionnel) favorisera un règlement politique soutenu et durable susceptible de tarir l'insurrection
- aux seconds, il devrait signifier les étapes politique, économique et militaire au franchissement desquelles le retrait des forces américaines sera amorcé

Le sénateur démocrate Edward KENNEDY rappelle en particulier que les États-Unis n'avaient aucune raison d'entrer en guerre comme ils le firent, de la manière dont ils le firent et pour les motifs qu'ils avancèrent.

Constatant que les civils irakiens sont la cible non seulement des terroristes et des insurgés mais encore des forces de sécurité et milices des autres communautés ethno-confessionnelles, le sous-secrétaire général pour les Affaires politiques de l'ONU, Ibrahim **GAMBARI**, **déclare devant le CSNU que la situation des droits de l'homme en Iraq requiert une action urgente conjointe du gouvernement irakien et de la *Multinational Force-Iraq* (MNF-I) afin de mettre un terme à la culture de non droit qui, depuis l'ère baathiste, méprise les droits de l'homme.**

Les Etats-Unis et l'Union européenne divergent lors de la 6ème Conférence ministérielle du cycle de négociations de l'OMC de Doha, qui se tient à Hong Kong, à propos des subventions agricoles, de l'aide alimentaire et des mesures à prendre (de type "*aid-for-trade*") pour aider les 49 Pays les Moins Développés (PMD).

Tandis que le Représentant au Commerce Rob PORTMAN souhaite fixer une date pour l'expiration des subventions agricoles à l'exportation, qui concernent principalement l'UE, le Commissaire européen du Commerce Peter MANDELSON exige des Etats-Unis qu'ils réforment préalablement leur aide alimentaire, l'UE y voyant une subvention déguisée garantissant des marchés pour écouler les productions américaines.

Si les Etats-Unis (pour les secteurs du textile, du sucre et du coton) et le Japon (secteur du riz) sont réticents à permettre aux PMD l'accès libres (aucune barrière tarifaire: ni taxes ni quotas) à leurs marchés pour des motifs de sensibilité politique intérieure, ils s'engagent en revanche respectivement à doubler l'"*aid-for-trade*" (aider les PMD à exporter: 2,7 Md\$ par an d'ici 2010) et à financer le développement des capacités d'exportation des PDM à hauteur de 10 Md\$.

Le Brésil -- qui dirige le groupe du G-20 (groupe des 20 principaux PVD agricoles qui représentent 70% de la population rurale mondiale) -- dénonce les "restes de féodalité" et les "privilèges inacceptables" que s'arrogent les nations riches.

Après le discours du 7 décembre 2005 lors duquel l'ambassadeur américain en Corée du Sud -- Alexander VERSHBOW -- avait qualifié le gouvernement nord-coréen de "régime criminel" exportant des armes aux *rogues states* et parrainant le narcotrafic ainsi que la contrefaçon, **Pyongyang déclare que la bellicosité du "pire des ambassadeurs" -- qui selon lui devrait être rappelé -- sape l'esprit des Six-Party Talks.**

Le président iranien radical Mahmoud AHMADINEJAD poursuit sa rhétorique à l'encontre d'Israël et des Européens en déclarant que les seconds ont utilisé le "mythe du nom de l'Holocauste" pour créer le premier, oppressant ainsi la nation palestinienne alors même qu'il incombe selon lui aux responsables des crimes -- Europe, Etats-Unis ou Canada -- de céder une partie de leur territoire aux juifs.

Considérant que la civilisation occidentale est celle de l'agression, de l'oppression et de la paupérisation du reste du globe, M. AHMADINEJAD annonce alors: "nous disons à voix haute que nous exécrons votre civilisation fausse".

Confirmant que la communication stratégique mise en œuvre par le DoD brouille la ligne de partage entre information factuelle, campagne de relations publiques de l'armée, propagande et opération psychologique, le journaliste du quotidien *USA Today* Matt KELLEY révèle qu'une "opération de guerre psychologique" du DoD -- budgétée à hauteur de 400 md\$ -- planifie l'insertion de messages favorables aux États-Unis au sein des médias étrangers (Matt Kelley, "Pentagon Rolls Out Stealth PR", *USA Today*, 14 décembre 2005).

Destinée à contrer l'idéologie terroriste et à mobiliser le soutien des opinions publiques étrangères aux politiques américaines, cette campagne de propagande est menée par le *U.S. Special Operations Command* en partenariat avec trois contractants privés (SYColeman, Lincoln Group et Science Applications International Corp.)

Les chercheurs Nina KAMP, Michael O'HANLON et Amy UNIKIEWICZ soutiennent que la mise en balance des aspects positifs (processus politique, formation/entraînement des forces de sécurité irakiennes, croissance économique retrouvée, scolarisation et disponibilité du téléphone comme de la télévision, etc.) et des aspects négatifs (soutien sunnite passif à l'insurrection, taux de chômage, insuffisantes productions d'électricité et de pétrole, etc.) de la situation irakienne interdit pour le moment de considérer l'OIF comme une victoire ou une défaite (Nina Kamp, Michael O'Hanlon, Amy Unikewicz, "The State of Iraq: An Update", *The New York Times*, 14 décembre 2005).

En revanche, ce point de situation autorise selon eux l'élaboration d'un plan de réduction -- non de retrait -- des troupes américaines mobilisées en Irak dans les 12 à 24 prochains mois.

Seize Etats asiatiques (les 10 Etats membres de l'ASEAN avec -- notamment -- la Chine, le Japon et la Corée du Sud) **tiennent le 1er East Asian Summit**, nouveau forum régional de coopération économique et sécuritaire qui ne comprend pas les Etats-Unis et se déroule donc en marge de la traditionnelle *pax americana* qu'assure depuis la 2nde guerre mondiale le parapluie de la puissance militaire et du leadership politique américains.

Ayant vocation à résoudre les différends territoriaux régionaux et à encadrer l'émergence de la puissance chinoise, l'*East Asian Summit* n'en est pas moins perçu comme visant la transformation de l'architecture diplomatique est-asiatique par la révision des alignements des politiques étrangères locales sur celle américaine, partant comme le vecteur du leadership régional chinois.

13 décembre

Le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE**, si elle reconnaît l'investissement accru de la communauté internationale dans la reconstruction de l'Irak, ne lui reproche pas moins de s'être dérobé à son devoir de soutenir -- sur le fondement des droits de l'homme -- les poursuites contre l'ancien président Saddam HUSSEIN (beaucoup d'Etats n'ont pu contribuer aux poursuites contre M. HUSSEIN en raison des dispositions du code pénal irakien sur la peine de mort).

Mme RICE pronostique lors d'un discours devant la *Heritage Foundation* (Condoleezza Rice, *An Overview of International Support for Iraqi Democracy on the Eve of the Elections*, The Heritage Foundation, Washington, D.C., 13 décembre 2005) que les élections parlementaires du 15 décembre 2005 feront du gouvernement irakien le plus démocratique de "l'ensemble du Moyen-Orient" et tariront le soutien pour l'insurrection au sein des masses irakiennes.

Des religieux arabes sunnites édictent une fatwa (décret islamique) **exhortant les Irakiens à participer aux élections parlementaires** du 15 décembre 2005.

Après l'appel dans le même sens lancé par d'anciens baathistes le 11 décembre 2005, cette *fatwa* semble vérifier l'hypothèse d'une participation électorale sunnite massive dont le moteur serait double, à la fois:

- voter contre la domination chiite
- et voter contre la présence des troupes américaines

Le président irakien nommé après les élections législatives du 30 janvier 2005, Jalal **TALABANI**, **annonce qu'il ne se représentera pas après les élections parlementaires du 15 décembre 2005** car la nouvelle Constitution approuvée par referendum le 15 octobre 2005 fait selon lui des pouvoirs présidentiels de simples prérogatives nominales de type protocolaires.

Leader de l'Union Patriotique du Kurdistan (second parti politique au sein de l'Assemblée Nationale Transitoire), M. TALABANI envisage probablement d'accéder à un poste de responsabilités *via* l'un des portefeuilles ministériels du gouvernement que nommera le futur président du Conseil des Représentants issu du scrutin du 15 décembre 2005.

Les 149 Etats membres de l'OMC ouvrent à Hong Kong la 6ème Conférence ministérielle du cycle de négociations de Doha (entamé à Doha en 2001) visant à débloquer l'impasse dans laquelle se trouve l'Agenda pour le Développement (objectif: extraire de la pauvreté 140 millions d'individus disposant de moins de 2 \$/jour *via* l'intensification du commerce international de 300 Md\$/an) depuis l'échec de la 5ème Conférence à Cancun (14 septembre 2003).

Les principales pierres d'achoppement sont:

- la libéralisation / l'ouverture des marchés agricoles des pays développés (fin des subventions à l'exportation et des barrières tarifaires aux échanges commerciaux agricoles), exigée par le G-20 (groupe des 20 principaux PMD -- Pays les Moins Développés -- agricoles, représentant 70% de la population rurale mondiale, emmené par le Brésil) ainsi que les 17 Etats membres du Groupe de Cairns (incarnant sous leadership australien les pays développés agricoles), mais à laquelle résistent les pays occidentaux en général, l'UE, le Japon et la Suisse en particulier (le "noeud agricole" concerne la *Farm Bill* américaine et la PAC communautaire que la France refuse de modifier jusqu'en 2013)
- la libéralisation / l'ouverture des secteurs des biens et services des PMD, exigée en contrepartie par les pays développés, y compris le Groupe de Cairns, mais à laquelle s'opposent les PMD en général et le G-20 en particulier

Le journaliste du *Christian Science Monitor* Daniel ENEMARK compile les **données relatives aux opérations OEF et OIF à l'occasion du 1000e jour de la seconde** (Daniel Enemark, "Backstory: 1,000 days in Iraq", *The Christian Science Monitor*, 13 décembre 2005). Concernant les pertes humaines depuis le déclenchement de l'OIF en mars 2003:

- 2 149 soldats américains ont été tués
- 15 880 ont été blessés
- 201 membres non américains de la MNF-I ont été tués: 98 Britanniques, 27 Italiens, 18 Ukrainiens, 17 Polonais, 13 Bulgares et 11 Espagnols
- entre 25 et 30 000 civils irakiens ont été tués
- et 3 700 membres des forces de sécurité (armée et police) irakiennes ont été tués

Ces pertes humaines sont principalement causées par:

- le feu ennemi (693)
- les *Improvised Explosive Devices* (676)
- les accidents et le feu ami (393)
- les pertes d'hélicoptères (126)
- et les *Vehicular Bomb Explosive Devices* (111)

1,05 millions de soldats ont été déployés depuis le 11 septembre 2001 dans le cadre des opérations OEF et OIF, dont 32,6% pour deux tours ou plus en Afghanistan ou en Irak.

Sur les 20 000 employés travaillant pour des contractants privés en Irak, 286 ont été tués. Enfin, 75 journalistes ont été tués depuis le déclenchement des opérations OEF et OIF.

12 décembre

Le chef des acquisitions du DoD Kenneth **KRIEG décide de maintenir -- amputé de deux unités -- le programme de satellite d'alerte anti-missiles** développé par Lockheed Martin Corp. (SBIRS Program pour *Space Based Infra-Red System High Program*) qu'il considère comme "essentiel à la sécurité nationale" des Etats-Unis en dépit d'un coût non prévu (10,6 au lieu des 4 Md\$ initialement prévus).

A l'occasion de la remise au CSNU de son second rapport, le chef de la Commission d'Enquête Internationale Indépendante, Detlev **MEHLIS, déclare que les indices collectés depuis la publication du premier rapport (20 octobre 2005) ont confirmé le double jugement alors formulé:**

- d'une part, les services de renseignement syriens sont impliqués dans l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic HARIRI
- d'autre part, les responsables politiques syriens manifestent une attitude dilatoire peu coopérative

Le directeur de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) Mohammed **EL BARADEI recommande une double novation dans la posture des Etats-Unis afin de parvenir au règlement de la crise liée au programme nucléaire iranien:**

- qu'ils procurent à l'Iran des garanties de sécurité
- qu'ils s'impliquent davantage dans les négociations jusqu'alors menées par l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne)

Le sondage publié par ABC News Poll (Iraq -- Where Things Stand) révèle un important degré d'optimisme chez la population irakienne qui doit toutefois être tempéré.

Certes, les individus interrogés considèrent:

- à 71% que leur condition de vie s'est améliorée depuis 2004 (aussi bien pour l'école, la criminalité, l'aide médicale, la sécurité, l'eau potable, l'électricité que l'emploi)
- à 57% en décembre 2005 (contre 44% en février 2004) que la démocratie est le système politique préférable
- généralement que l'insécurité fait davantage l'objet d'un sentiment au niveau national que d'un constat au niveau local

Les résultats n'en doivent pas moins être nettement ventilés selon:

- le niveau d'analyse: l'optimisme décroît d'autant que l'analyse est nationale (seuls 44% considèrent que les conditions de vie se sont améliorées au niveau national)
- les régions: la préférence de l'ensemble de la population (57%) pour le gouvernement démocratique recouvre des disparités, de 75% dans les régions mixtes (Bagdad) à 63% dans les régions kurdes puis 45% et 38% dans celles chiïtes et sunnites
- l'appartenance ethno-confessionnelle: si les chiïtes considèrent à 86% que leur condition de vie est satisfaisante, à 53% que les choses vont bien en Irak, à 59% que les Etats-Unis ont eu raison d'envahir l'Irak, à 80% être en sécurité et à 87% que l'armée est digne de confiance, les sunnites ne sont respectivement que 43%, 9%, 7%, 11% et 37%
- les thèmes: de 39% en février 2004 à 50% en décembre 2005 considèrent l'invasion de l'Irak comme une erreur tandis que l'opposition à la présence de la MNF-I croît de 51% à 60%; de même, la confiance dans les institutions varie de 18% pour les forces américaines et britanniques à 68% pour la police irakienne, en passant par 31% pour les Nations Unies, 41% pour les leaders locaux et 53% pour le gouvernement national

250 000 citoyens (les forces de sécurité, les prisonniers et les personnes hospitalisées) votent pour les **élections législatives irakiennes dont le scrutin s'échelonne du 12 au 15 décembre 2005** (1,5 millions d'Irakiens expatriés doivent voter dans 15 pays les 13 et 14 décembre 2005), tandis qu'al-Qaida en Irak qualifie le scrutin -- avec quatre autres groupes extrémistes islamiques (dont le Groupe de l'Armée Victorieuse) -- de "projet satanique" transgressant la "politique légitime approuvée par Dieu" et s'engage à poursuivre le "jihad pour établir un Etat islamique régi par [le Coran] et la tradition du prophète Mohammed". A l'inverse, si elle maintient les opérations de *jihad* contre les forces américaines et leurs soutiens, l'Armée Islamique en Irak publie une directive demandant à ses membres -- sur le fondement de la loi islamique et non pas de l'approbation du processus politique -- de ne pas attaquer les bureaux de vote.

Quinze millions d'électeurs sont appelés à élire (sous le contrôle de l'*Independent Electoral Commission of Iraq* – IECI) un nouveau parlement monocaméral (le Conseil des Représentants – CR) composé de 275 membres élus pour un mandat de quatre ans. Première assemblée nationale depuis la ratification de la Constitution, le CR remplace l'Assemblée Nationale Transitoire (*Transitional National Assembly*) et son président nommera le Premier ministre.

Cinq principaux partis s'affrontent au cours du scrutin:

- l'Alliance Irakienne Unie: parti chiïte religieux dirigé par le Premier ministre Ibrahim JAFARI
- l'Alliance du Kurdistan: parti dirigé par le président Jalal TALABANI qui vise à protéger l'autonomie des provinces kurdes du Nord
- la Liste Nationale Irakienne: parti chiïte laïque dirigé par l'ancien Premier ministre Iyad ALLAWI qui vise à dés-ethniciser et séculariser la vie politique irakienne
- la Coalition du Congrès National: parti chiïte laïque dirigé par Ahmed CHALABI
- l'*Iraqi Accordance Front*: parti sunnite qui vise la fin de l'occupation et la révision de la Constitution

Les taux de recrutement des forces armées américaines sont satisfaisants pour les deux premiers mois de l'année de recrutement (octobre-novembre). En novembre 2005:

- l'US Army d'active recrute 5 856 soldats pour un objectif de 5 600
- la National Guard 4 960 pour 4 510
- l'Army Reserve 2 131 pour 2 212
- le Marine Corps 2 122 pour 2 026
- l'US Navy 2 744 pour 2 694
- l'US Air Force 2 407 pour 2 390

A l'occasion d'un troisième discours (sur quatre) sur la stratégie des États-Unis pour la victoire en Irak (George W. Bush, *President Discusses War on Terror and Upcoming Iraqi Elections*, Park

Hyatt Philadelphia, Philadelphie, Pennsylvanie, 12 décembre 2005), le président George W. **BUSH qualifie l'année 2005 de tournant dans l'histoire politique de l'Irak -- en particulier -- et du Moyen-Orient comme de la liberté en général.** Le président liste les étapes suivantes comme autant de progrès du processus politique irakien :

- juillet 2003: l'inclusion des Irakiens dans le processus décisionnel post-baathiste (initiative dont il gratifie l'ancienne *Coalition Provisional Authority* -- CPA -- dirigée par l'administrateur civil Paul BREMER)
- novembre 2003: l'adoption par le Conseil de Gouvernement Irakien (CGI) de la *Transitional Administrative Law* (TAL) qui planifie la transition démocratique en Irak
- 28 juin 2004: le transfert de souveraineté de la CPA au CGI
- 30 janvier 2005: les élections législatives permettant la formation du gouvernement provisoire irakien (*Transitional Government*)
- 15 octobre 2005: la ratification de la Constitution irakienne par referendum national
- 15 décembre 2005: les élections parlementaires devant d'une part dégager la première Assemblée irakienne réellement constituante et permettre la formation du premier gouvernement irakien véritablement souverain, d'autre part être marquée par la participation des sunnites au processus électoral

M. BUSH souligne ensuite les quatre défis auxquels le nouveau gouvernement irakien et la *Multinational Force-Iraq* (MNF-I) seront confrontés:

- assurer la sécurité (former / entraîner les forces de sécurité irakiennes et réduire l'insurrection menée par les "Saddamistes" -- noyau dur des loyalistes du régime baathiste -- et les "terroristes" -- individus liés à ou se réclamant de al-Qaida)
- former un gouvernement représentatif -- et inclusif -- des différents groupes ethno-confessionnels (parvenir au compromis lors de l'amendement / renégociation de la Constitution)
- ancrer l'Etat de droit et une culture de la réconciliation nationale *via* le nationalisme irakien (le nationalisme comme vecteur de la dés-ethnicisation de la vie politique irakienne)
- consolider la liberté dans un environnement résistant au changement démocratique (endiguer les influences iranienne -- la théocratie -- et syrienne -- le terrorisme -- à l'endroit de la "première démocratie constitutionnelle arabe") et favoriser le soutien du monde arabe comme de la communauté internationale

Le président rappelle enfin la connexion établie par son administration entre démocratie et sécurité, laquelle légitime selon lui la démocratisation du Moyen-Orient: un Irak démocratique est réputé devenir un allié dans la GWOT ainsi qu'une source libertaire et stabilisatrice pour la région.

Répondant aux questions des journalistes, M. BUSH estime à 30 000 le nombre de civils irakiens tués depuis le déclenchement d'OIF et à 40 sur 90 celui des bases militaires auparavant utilisées par les troupes américaines mais désormais restituées à l'armée irakienne.

Le député chrétien libanais Gebrane **TUENI, opposant au régime syrien, est assassiné à Beyrouth** lors d'un attentat à la voiture piégé qui tue également ses trois passagers.

Alors que la Syrie dénonce un attentat visant selon elle à l'accuser, ce dernier est un message adressé à la fois à la communauté libanaise et à la communauté internationale quelques heures avant la réception par le CSNU du rapport du chef de la Commission d'enquête internationale de l'ONU, Detlev MEHLIS.

Le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE condamne un "acte de terrorisme vicieux".

11 décembre

Enregistrée pour le 4ème anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 (le 11 septembre 2005), une **cassette de l'idéologue numéro 2 d'al-Qaida – Ayman AL-ZAWAHIRI –**, intitulée "Obstacles au Jihad", est diffusée sur plusieurs fora islamiques.

Relèvant que la préférence des musulmans pour les satisfactions de l'ici-bas aux dépens des récompenses de l'au-delà sape la mobilisation des masses, M. AL-ZAWAHIRI recommande aux musulmans de suivre les moudjahidins sans remettre en cause leurs actions ou les principes généraux du *jihād*.

Certains **membres du noyau dur des loyalistes du régime baathiste** (qualifiés jusqu'à présent de "Saddamistes" pouvant être "marginalisés" par l'administration BUSH), qui s'étaient opposés à la participation sunnite lors des élections législatives du 30 janvier 2005, exhortent désormais les sunnites à participer au scrutin du 15 décembre 2005 et avertissent les activistes d'al-Qaida de ne pas perturber un processus électoral dont le déroulement sera, le cas échéant, protégé par eux contre ces derniers.

Les dirigeants de la **Confrérie égyptienne des Frères Musulmans** annoncent que les parlementaires islamistes nouvellement élus sont prêts à engager un dialogue avec leurs homologues du Congrès américain sans la médiation du gouvernement égyptien, si ce n'est l'accord du ministre des Affaires étrangères.

Désacralisant le *statu quo* en matière de relations internationales (RI) parce que la stabilité déconnectée de la démocratie s'avère à long terme une illusion, le secrétaire d'État Condoleezza **RICE** **entrepr**nd le **syncrétisme des approches réaliste et idéaliste des RI (la connexion sécurité-démocratie) en promouvant la "forme de stabilité globale et durable" qu'est pour elle un "équilibre des puissances qui favorise la liberté"** (Condoleezza Rice, "The Promise of Democratic Peace. Why Promoting Freedom Is the Only Realistic Path to Security", *The Washington Post*, 11 décembre 2005, p. B 07).

Constatant les bouleversements des RI (le déclin de la conflictualité entre grandes puissances mais simultanément une insécurité internationale de plus en plus déterminée par l'insécurité interne des "*weak and failing states*" dé-souverainisés, menace d'autant plus transnationale que la mondialisation s'accroît : les États faillis sont selon elle les vecteurs des pandémies, de la criminalité et du terrorisme transnationaux et de la prolifération des ADM), Mme RICE préconise de remplacer la "traditionnelle diplomatie de gestion des crises" par une "politique réaliste pour un monde transformé", c'est-à-dire un idéalisme pragmatique qui fasse précédent fondé sur la croyance selon laquelle le caractère du régime politique – et non plus la distribution internationale de la puissance – détermine désormais la politique internationale.

D'où l'impératif pour le secrétaire d'État de sceller le mariage de l'idéalisme (la démocratisation) et du réalisme (l'intérêt national des États-Unis pour la sécurité) : puisque garante du couple liberté-justice entre les États, la démocratie est réputée garante de la paix et de la sécurité interétatiques (*pax democratica*) et les États-Unis doivent œuvrer à la démocratisation-responsabilisation de la communauté internationale.

Enfin, en soutien à sa légitimation de la volonté *post-11* septembre des États-Unis de combler le "déficit de liberté" qui, au Moyen-Orient, alimente l'idéologie du radicalisme islamique terroriste, Mme RICE cite les progrès d'ores et déjà réalisés au Liban (desserrement de l'étau syrien), sur le dossier Israël-Palestine (désengagement de Gaza par la lutte contre les extrémistes des deux camps), en Égypte (premières élections multipartites), au Koweït (pleine citoyenneté des femmes) et en Irak (élections du 30 janvier 2005, referendum du 15 octobre 2005 et élections parlementaires du 15 décembre 2005).

Les élections parlementaires irakiennes du 15 décembre 2005 – élection de la première Assemblée véritablement constituante qui choisira le gouvernement pour quatre ans – **sont l'objet des *talk shows* dominicains**, la question étant de savoir si elles constitueront le "*significant milestone*" vers la normalisation et la stabilité de l'Irak (ainsi que l'amorce d'un retrait des troupes américaines d'Irak) annoncé par l'administration BUSH en vue de remobiliser le soutien de l'opinion publique à sa "stratégie pour la victoire en Irak".

Le sénateur démocrate Joseph R. BIDEN sur ABC ("This Week") et le sénateur républicain Lindsay O. GRAHAM sur NBC ("Meet the Press") modèrent les attentes de l'opinion publique pour l'après élections, afin d'éviter une désillusion, en avertissant que leur succès (lequel se mesurera principalement à l'aune de la participation, notamment sunnite) ne sera pas synonyme de retrait des troupes américaines mobilisées en Irak tant qu'un compromis sur la Constitution ne sera pas obtenu, ce qui pourrait reporter de quatre à six mois la décision de retrait. Les troupes américaines doivent encore être maintenues afin de sécuriser les pourparlers constitutionnels pour le premier ou protéger une "démocratie dans l'enfance" pour le second.

A l'inverse, l'ambassadeur américain en Irak Zalmay KHALILZAD annonce sur ABC ("This Week") que les élections (il pronostique entre 40 et 55 sièges – sur 275 – pour les partis sunnites et l'absence de parti majoritaire, c'est-à-dire un rôle de parti pivot pour le groupe sunnite) pourront amorcer un retrait significatif des forces armées en faisant progresser un processus politique réputé devoir soulager l'outil militaire. M. KHALILZAD précise néanmoins que le changement doit être incrémental et non de rupture en raison du risque de guerre civile.

Reflétant l'étirement de la posture démocrate sur le spectre des options, du retrait immédiat à l'escalade en passant par le retrait graduel, le représentant démocrate John P. MURTHA maintient sur CBS ("Face the Nation") son vœu d'un retrait immédiat (parce que les États-Unis sont "devenus l'ennemi" en Irak) nonobstant les clivages intra-démocrates et les hésitations de l'opinion publique, tandis que l'ancien secrétaire d'État Madeleine K. ALBRIGHT transige en critiquant la conduite de la guerre par l'administration présidentielle tout en récusant le retrait immédiat des troupes : une guerre originellement de choix est selon elle devenue une guerre de nécessité par égard pour un peuple irakien que les États-Unis ne sauraient abandonner dans le chaos.

Ainsi les modérés des deux partis tentent-ils de restaurer le consensus bipartisan en matière de politique étrangère, dans l'intérêt national des États-Unis pour le sénateur démocrate Joseph LIEBERMAN et parce que le débat congressionnel impacte la situation sur le terrain irakien selon le sénateur républicain Richard LUGAR.

L'agence de presse Reuters révèle ("Taliban issue decree urging death for Karzai", 11 décembre 2005) que **la guérilla taliban en Afghanistan a publié une fatwa** (décret islamique) **de 12 pages appelant – sur le fondement juridique du jihad – à l'assassinat du président afghan Hamid KARZAI**, accusé d'être le serviteur des infidèles américain et britannique qui "ne peuvent pas être les amis des musulmans".

10 décembre

Le porte-parole du DoS Adam ERELI **oppose à l'occasion de la Journée Internationale pour les Droits de l'Homme :**

- ▶ **les théâtres d'une "marche de la liberté"** (Irak, territoires palestiniens, Liban, une partie du Moyen-Orient et Liberia) ...
- ▶ **... à ceux où la "lutte" pour les droits de l'homme continue** (Darfour, Cuba, Chine, Biélorussie, Birmanie, Ouzbékistan, Zimbabwe, Iran et Corée du nord) ...

... puis rappelle que les États-Unis soutiennent les militants des droits de l'homme et les ONG promouvant la cause de la liberté là où règne "l'injustice de la brutalité et de l'oppression".

Le bureau des Affaires publiques publie un texte faisant de la promotion des droits de l'homme et de la démocratie la "pierre angulaire de la politique étrangère américaine" (Bureau of Public Affairs, *Human Rights: A Cornerstone of U.S. Foreign Policy*, Washington, D.C., 8 décembre 2005, 1 p.).

La politique étrangère des États-Unis poursuit trois objectifs :

- ▶ promouvoir la démocratie comme vecteur du triptyque sécurité-stabilité-prospérité
- ▶ assister les jeunes démocraties dans la mise en œuvre des principes et institutions démocratiques
- ▶ dénoncer les régimes qui dénie à leurs citoyens les libertés fondamentales

La politique étrangère emploie à ces fins six outils :

- ▶ la diplomatie
- ▶ les rapports périodiques sur les droits de l'homme :
 - > *Country Reports on Human Rights Practices*
 - > *International Religious Freedom Report*
 - > *Trafficking in Persons Report*
 - > *Supporting Right and Democracy: The U.S. Record*
- ▶ les programmes de bonne gouvernance :
 - > responsabilité
 - > État de droit
 - > élections libres et équitables
 - > liberté de la presse
- ▶ la conditionnalité de l'aide
- ▶ le soutien aux droits de l'homme au Soudan, en Birmanie, en Iran, à Cuba et en Corée du nord
- ▶ la promotion de la démocratie en Irak, en Afghanistan et *via* le BMENA (*Broader Middle-East and North Africa Initiative*)

Le chef de la mission diplomatique des États-Unis à Cuba – Michael PARMLY – déclare le même jour que le gouvernement communiste du président Fidel CASTRO s'agrippe aux leviers du pouvoir aux dépens des 11 millions de Cubains qu'il ne représente pas.

Ses ravisseurs annoncent l'exécution du contractuel égyptien travaillant comme traducteur pour l'armée américaine en Irak – Ibrahim al-Sayyid AL-HILALI – à l'expiration de l'ultimatum fixé pour la satisfaction de leurs demandes (retrait des forces de la MNF-I).

L'ultimatum fixé par *The Swords of Truth Brigades* concernant le sort de l'équipe chrétienne de maintien de la paix expire le 10 décembre 2005.

Après une impasse de deux semaines sur les voies et moyens de la lutte contre le réchauffement climatique (principalement imputable aux émissions de gaz à effet de serre – GES – dont le dioxyde de carbone), les 200 parties à **Convention des Nations Unies sur le Changement Climatique** (CCC) s'entendent sur une "feuille de route" – les Accords de Montréal – qui différencie :

- ▶ les "*Binding Negotiations*" concernant les 157 États signataires du Protocole de Kyoto (1997) : le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Russie et l'UE s'accordent pour prolonger le cycle de réductions des émissions de gaz à effet de serre – sur le fondement du Protocole de Kyoto – après l'expiration de ce dernier en 2012, en fixant de nouveaux engagements. Parmi les pays développés, seuls l'Australie, les États-Unis (le premier émetteur – avec 25% des gaz à effet de serre de la planète – s'est retiré du Protocole de Kyoto en 2001 parce que la limitation de ces derniers freinait sa croissance économique), le Liechtenstein et Monaco ne participent pas
- ▶ les "*Nonbinding Negotiations*" concernant les 200 parties à la CCC : ces dernières s'engagent à tenir dès 2006 des discussions "ouvertes et non liantes" sur les moyens de traiter le changement climatique hors la réduction formelle des émissions de GES

9 décembre

Le DoD invite le **représentant spécial de l'OSCE à l'Assemblée parlementaire de l'Europe pour Guantanamo** – la parlementaire belge Anne-Marie LIZIN – à visiter les installations incriminées, sans pour autant l'autoriser à s'entretenir avec les détenus.

Si la Pologne ne conditionne plus le maintien de ses troupes mobilisées en Irak (1 500 soldats ; la Pologne commande la division multinationale au Sud de Bagdad et forme la 8^{ème} Division de l'Armée irakienne) à l'aide américaine, le ministre polonais de la Défense Radoslaw SIKORSKI

n'en demande pas moins l'**assistance militaire des États-Unis pour moderniser les forces armées polonaises**.

Tandis que l'ensemble des membres de la *Multi-National Force – Iraq* (MNF-I) maintiennent leurs forces armées en Irak en 2006, le nombre de celles-ci est susceptible de diminuer et leur mission glisser de l'infanterie de combat à la seule formation des forces de sécurité irakiennes (armée et police).

Le journaliste du New York Times Jackson JEHL confirme que **le renseignement connectant al-Qaida à l'Irak allégué par l'administration BUSH pour justifier en 2003 le déclenchement de l'OIF était basé sur les dépositions volontairement erronées d'Ibn al-Shayh AL-LIBI**, lequel les a formulées sous la contrainte afin d'être libéré des prisons égyptiennes où les États-Unis l'avaient transféré (processus de *rendition*) en janvier 2002 (Jackson Dehl, "Qaeda-Irak Link US Is Tied to Coercition Claim", *The New York Times*, 9 décembre 2005).

L'envoyé spécial américain pour les droits de l'homme en Corée du nord – Jay LEFKOWITZ – **se dit préoccupé par la condition des citoyens nord-coréens** dans un État – ou plutôt un lieu où règne "l'absence d'espoir et la terreur" – dont la seule légitimité pourrait précisément provenir du respect des droits de l'homme.

Le Premier ministre australien John HOWARD annonce le maintien des troupes australiennes mobilisées en Irak (1 300 hommes participant à la formation des forces de sécurité irakiennes), notamment les 450 hommes affectés à la protection des soldats non-combattants japonais dont le mandat est prolongé jusqu'au 14 décembre 2006 dans la province Sud d'Al Muthanna.

8 décembre

Le porte-parole du DoS Adam ERELI condamne les propos du président iranien radical Mahmoud AHMADINEJAD, remettant en cause la véracité de l'Holocauste et appelant dans le cas contraire ses responsables allemand et autrichien à désormais accueillir l'État d'Israël, comme inopportuns et irresponsables de la part d'un membre de la communauté internationale.

Le changement annoncé dans la structure des forces américaines de défense qui devait se traduire par l'abandon dans la *Quadrennial Defense Review (QDR)* de la "*two-war strategy*" ou standard "1-4-2-1" – défendre le territoire, dissuader des agresseurs sur 4 théâtres (Europe, Golfe persique, Asie du Nord-Est et littoral asiatique), vaincre 2 ennemis régionaux majeurs et occuper l'1 d'eux si nécessaire – au profit du standard "1-4-1-1-1" – défendre le territoire, dissuader des agresseurs (y compris terroristes) sur 4 théâtres (Europe, Golfe persique, Asie du Nord-Est et littoral asiatique), assurer 1 large mission de stabilisation (Asie du Sud, Asie du Sud-Est, Moyen-Orient, Afrique), livrer 1 guerre air-sol de haute intensité (Corée) et assurer 1 engagement mer-air majeur (Déroit de Taiwan et Golfe persique) – est abandonné.

La QDR maintient la "*two-war strategy*" pour embrasser le spectre de la conflictualité, de la menace non conventionnelle *anti-étatique* (le radicalisme terroriste) à la menace conventionnelle *hyper-étatique* (la modernisation militaire de la *People's Liberation Army*).

Le groupe *Islamic Army in Iraq* revendique sur l'Internet l'assassinat du consultant américain Ronald Alan SCHULZ après l'expiration de l'ultimatum de 72 heures adressé au président George W. BUSH pour la satisfaction d'une liste d'exigences.

C'est la première fois depuis le 24 septembre 2004 qu'un otage américain est assassiné par un groupe insurgé en Irak.

Les **26 ministres des Affaires étrangères des États membres de l'Alliance Atlantique réunis à Bruxelles les 7-8 décembre 2005** adoptent les plans opérationnels pour le transfert à la Force Internationale d'Aide à la Sécurité de l'OTAN (FIAS, missions de stabilisation) de la responsabilité des provinces du sud de l'Afghanistan jusqu'alors impartie à l'*Operation Enduring Freedom* menée par les États-Unis (OEF, opérations de lutte anti-terroriste).

Ce transfert de responsabilité consiste dans le déploiement vers le sud de quatre *Provincial Reconstruction Teams* (PRT, soit 6 000 hommes qui s'ajoutent aux 9 000 opérant déjà dans l'ouest de l'Afghanistan) sous commandement otanien (qui couvre alors les 2/3 du territoire afghan) tandis que les forces de l'OEF se replient vers l'est, deux zones afghanes d'autant plus difficiles à sécuriser que l'hypothèque pakistanaise (volonté ambiguë dans la réduction des sanctuaires de l'espace afghano-pakistanaï) n'est pas levée.

7 décembre

Le président George W. **BUSH** signe une directive présidentielle qui confie au secrétaire d'Etat **Condoleezza RICE** la responsabilité d'améliorer la coordination, la planification et la mise en oeuvre de l'assistance à la stabilisation et à la reconstruction des Etats ou régions en transition après un conflit ou une guerre civile.

Visant à pallier la défaillance du processus inter-agences (la mauvaise coopération entre DoD et DoS mina en 2003 les opérations de stabilisation et de reconstruction post-*Major Combat Operations*) et à réagir à la critique de la planification post-conflit lacunaire, cette directive charge le secrétaire d'Etat de coordonner et mener les efforts intégrés de l'administration (Départements et Agences) pour préparer, planifier et conduire des opérations de stabilisation et de reconstruction.

Le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE** critique le projet de loi gouvernemental russe visant à restreindre le droit d'association par le réenregistrement auprès d'une agence étatique des groupes et organisations indépendants (non gouvernementaux), notamment ceux promouvant les droits de l'homme et la démocratie (Condoleezza Rice, *Press Availability With Ukrainian President Viktor Yushchenko*, Kiev, Ukraine, 7 décembre 2005).

Officiellement justifié par la volonté de réduire les influences étrangère et terroriste au sein des ONG russes, officieusement motivé par la crainte d'une propagation des "révolutions" de l'espace post-soviétique (Géorgie en novembre 2003, Ukraine en décembre 2004 et Kirghizstan en mars 2005), le projet de loi en première lecture à la *Douma* interdit :

- ▶ aux ONG russes, un financement étranger et les travailleurs étrangers
- ▶ aux ONG et fondations étrangères, une représentation en Russie

Le sondage mené auprès de la population afghane du 8 au 18 octobre 2005 par le Charney Research révèle que les personnes interrogées considèrent :

- ▶ à 87% que le renversement du régime taliban par les États-Unis en 2001 fut une bonne chose
- ▶ à 77% que les conditions de vie (sécurité et liberté) se sont améliorées depuis l'ère taliban
- ▶ à 75% que l'Afghanistan est dirigé dans la bonne direction
- ▶ à 65% que leur situation économique est mauvaise, la protection médicale insuffisante et les services publics défaillants
- ▶ à 60% que les attaques contre les troupes coalisées de l'OEF sont injustifiables

Le chroniqueur du *Los Angeles Times* Max **BOOT** rappelle les exigences imposées aux militaires (également capteurs humains du renseignement) par les opérations de stabilisation et de reconstruction post-conflit (qualifiée "*Stability And Support Operations*" par le DoD) : la formation aux langues, cultures et expertises étrangères afin de mieux comprendre les contextes historico-culturels (*cultural awareness*), partant livrer la "*culture-centric warfare*" (Max Boot, "*Navigating the human terrain*", *Los Angeles Times*, 7 décembre 2005).

M. BOOT souligne toutefois les résistances à la redéfinition des missions des armées :

- ▶ culturelle : l'éthique guerrière réticente au *nation-building*
- ▶ organisationnelle : l'inertie freinant le processus d'autonomisation/intégration des fonctions de stabilisation

L'accord de libre-échange américano-péruvien signé après 18 mois de négociations doit permettre la disparition des barrières tarifaires aux échanges bilatéraux entre les États-Unis et le Pérou.

Le secrétaire d'État adjoint Robert B. ZOELLICK et le vice-ministre chinois des Affaires étrangères Dai BINGGUO ouvrent les 7-8 décembre 2005 la deuxième session du dialogue stratégique américano-chinois de haut niveau visant à souligner leurs responsabilités internationales partagées en tant que "*responsible stakeholders*" du système économique et sécuritaire global.

Le porte-parole du DoS Adam ERELI annonce que la réunion doit aborder les problématiques sécuritaires et économiques internationales (stabilisation irakienne, situation soudanaise et programmes nucléaires nord-coréen comme iranien) ainsi que les thèmes bilatéraux de coopération (contre-terrorisme et *Six-Party Talks*) ou de friction (droits de l'homme, commerce international, monnaie et liens de la Chine avec le Soudan, l'Iran ou le Venezuela), afin d'éviter la collision à long terme des intérêts américains et chinois.

Dans une vidéocassette intégralement diffusée sur l'Internet (après l'avoir été en partie par la chaîne panarabe *Al-Jazeera* le 19 septembre 2005), l'idéologue d'al-Qaida Ayman **AL-ZAWAHIRI exhorte doublement les groupes insurgés en Irak :**

- ▶ d'abord à saboter les équipements pétroliers irakiens dont les revenus profitent aux "ennemis de l'islam"
- ▶ ensuite à s'unir pour expulser les forces coalisées hors d'Irak puis occuper le champ politique une fois libéré

A l'occasion de son discours devant le Council on Foreign Relations (deuxième sur quatre visant à expliciter la stratégie des États-Unis pour la victoire en Irak), le président George W. **BUSH souligne l'effort américain pour la reconstruction des infrastructures et la réforme de l'économie irakiennes** (George W. Bush, *President Discusses War on Terror and Rebuilding Iraq*, Omni Shoreham Hotel, Washington, D.C., 7 décembre 2005).

Citant en exemple les progrès socio-économiques réalisés dans les villes de Nadjaf et Mosul, où la pacification a permis d'enclencher une reconstruction "ciblée", M. BUSH soutient que l'indice de confiance dans la croissance économique irakienne augure favorablement la relève des défis de la "bataille après la bataille", nonobstant la corruption et la violence persistantes.

Outre la poursuite de la reconstruction des infrastructures (sensibiliser et responsabiliser à l'entretien des infrastructures essentielles) et de la réforme de l'économie (ancrer les institutions de l'économie de marché), il s'agit de :

- ▶ micro-financer et décentraliser la réalisation de projets locaux visibles
- ▶ réduire le chômage
- ▶ augmenter la production pétrolière
- ▶ satisfaire les demandes croissantes d'électricité et d'eau potable
- ▶ impliquer la communauté internationale dans l'effort de reconstruction

En dépit de la reconnaissance par M. BUSH d'erreurs passées dans la reconstruction, le représentant démocrate John P. MURTHA critique une intervention présidentielle "irréaliste" et "illusoire" quant à la situation sur le terrain, où les États-Unis perdent selon lui "les cœurs et les esprits" des Irakiens.

Les États-Unis proposent la reprise le 19 décembre 2005 des *Six-Party Talks* (portant sur le démantèlement du programme nucléaire militaire nord-coréen) hypothéqués depuis novembre 2005

en raison – selon la Corée du Nord – du gel des avoirs financiers d'entreprises nord-coréennes officiellement suspectées par les États-Unis de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue.

Néanmoins, à la demande par Pyongyang d'une levée des sanctions, l'ambassadeur américain en Corée du Sud – Alexander VERSHBOW – répond que les États-Unis ne les lèveront que lorsque les activités incriminées – ayant vocation selon lui à financer le programme nucléaire militaire nord-coréen – cesseront d'être soutenues par un "régime criminel" qui exporte des armes aux "rogues states" (notamment l'Iran) et parraine le narcotraffic ainsi que la contrefaçon.

Conformément au vœu du Premier ministre irakien Ibrahim JAAFARI, **le parti majoritaire japonais** (Parti Démocratique Libéral – PDL) **approuve le plan gouvernemental maintenant les forces non-combattantes japonaises en Irak** (550 soldats participant à des activités de reconstruction sous la protection des troupes australiennes) pour une année supplémentaire à compter de l'expiration de leur mandat le 14 décembre 2005.

6 décembre

Le sous-secrétaire d'État pour les affaires politiques Nicholas **BURNS impute l'échec de la réunion de l'OSCE des 5-6 décembre 2005** (ayant vocation à renforcer le rôle joué par l'organisation européenne) **à la réticence dont fait preuve la Russie** dans le retrait prévu de ses troupes militaires de Géorgie et de Moldavie (Transnistrie).

Le chef du renseignement militaire américain en Irak – le major général Richard **ZAHNER – déclare que les groupes insurgés – notamment al-Qaida en Irak – intensifient la guerre de l'information sur le champ de bataille qu'est l'Internet en vue de la maîtrise des perceptions.**

Proliférant (de 145 sites en janvier à 825 en novembre 2005) et de plus en plus sophistiqué (incluant vidéos et bandes-son professionnelles), le jihadisme virtuel sur l'Internet vise à court terme à recruter des militants et lever des fonds, à long terme à mobiliser les masses irakienne et arabe en façonnant leur perception du conflit.

Les **attentats suicides perpétrés par deux femmes dans la principale académie de police de Bagdad**, avec un décalage afin de maximiser le nombre de victimes (tuer les survivants du premier) et revendiqués par al-Qaida en Irak contre "les chiens qui versent le sang et violent l'honneur des musulmans sunnites", tue 43 personnes et en blesse 73.

Le secrétaire d'État Condoleezza **RICE signe lors de son passage à Bucarest (Roumanie) un accord bilatéral de coopération militaire par lequel la Roumanie met à disposition des États-Unis des "facilités" militaires** (quatre sites militaires où peuvent stationner 1 500 hommes) pour l'entraînement et l'emploi des forces américaines (Condoleezza Rice, *Secretary of State Condoleezza Rice And Romanian President Traian Basescu*, Bucarest, Roumanie, 6 décembre 2005).

L'objectif géostratégique du premier accord militaire de mise à disposition permanente signé avec un ancien membre du Pacte de Varsovie, désormais membre de l'OTAN et avec lequel existe déjà une coopération militaire en Afghanistan et en Irak, est double :

- ▶ encercler davantage la Fédération de Russie
- ▶ prépositionner des troupes à proximité de "l'arc de crises" s'étirant du Maghreb à l'Asie littorale (à la fois bases arrières et de sortie)

Le vice-président Richard B. **CHENEY déclare à Fort Drum (New York) que les progrès réalisés en Irak sont réguliers** (du transfert de souveraineté en juin 2004 aux élections parlementaires du 15 décembre 2005 en passant par les élections nationales de janvier et le referendum constitutionnel d'octobre 2005) nonobstant les défis persistants et que la décision de

retirer les troupes américaines sera déterminée par la situation sur le terrain, non par les échéanciers d'hommes politiques se trouvant à Washington, qui risquent selon lui de précipiter le triomphe des terroristes et la défaite des Américains comme des Irakiens.

Rappelant que la GWOT est livrée contre un réseau souple d'individus, disséminés dans différents pays, opérant sous plusieurs commandements et auxquels seule l'inflexion de la résolution américaine peut offrir la victoire, le vice-président qualifie l'allégation selon laquelle l'administration aurait instrumentalisé en 2003 le renseignement pour justifier le déclenchement de l'OIF de manœuvre politique "malhonnête et critiquable".

Si le secrétaire d'État Condoleezza **RICE** **admet dans son discours à Berlin que les États-Unis puissent commettre des erreurs dans leur lutte contre le terrorisme**, elle n'en réaffirme pas moins la légalité des procédures et tactiques américaines mises en œuvre à l'égard d'activistes ennemis qui exploitent de l'intérieur les atouts des sociétés occidentales avec l'intention d'y tuer des civils innocents.

Le chroniqueur du *Washington Post* Richard **COHEN** **impute vigoureusement l'échec de la stabilisation et reconstruction post-conflit en Irak au secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD**, dont l'idéologie – obérée du *Network-Centric Warfare* des *Major Combat Operations* aux dépens du "*nation-building*" seul garant de la sécurisation permettant d'éviter le *security gap* qui préside généralement au déclenchement d'une *Fourth-Generation Warfare* – continue d'alimenter le manque d'effectifs sur le terrain (Richard Cohen, "Let Rumsfeld Go", *The Washington Post*, 6 décembre 2005, p. A 29).

Arguant de l'applicabilité des standards du management d'entreprise en cas de défaillance, M. COHEN demande au président George W. BUSH la démission de M. RUMSFELD.

L'ancien commandant des forces de l'OTAN (1997-2000), le général Westley K. **CLARK** **avertit que la nouvelle stratégie pour la victoire du président George W. BUSH de même que ses critiques démocrates négligent le fait que le principal bénéficiaire de l'OIF reste l'Irak**, "parrain du terrorisme" dont la situation régionale sort renforcée (Westley K. Clark, "The Next Iraq", *The New York Times*, 6 décembre 2005).

L'État perse majoritairement chiite s'assure la loyauté de plusieurs milices irakiennes (chiites), étend son emprise sur les revenus du pétrole dans le sud-est irakien (chiite) et renforce le rôle de l'islam (chiite) en Irak. Ainsi ce dernier est-il de plus en plus perçu au niveau régional comme l'État tampon à majorité chiite de l'Irak ayant vocation à asseoir la puissance de celui-ci dans le Golfe arabo-persique.

Le général CLARK rejette le maintien tel quel de la présence américaine en Irak (il fragmenterait la société irakienne et alignerait les politiques intérieure et extérieure irakiennes sur l'Irak) de même que le retrait daté des troupes mobilisées (il priverait les États-Unis de leurs leviers d'influence et augmenterait le risque de régionalisation du conflit) pour leur préférer le maintien assorti du changement de stratégie. Le général formule :

- ▶ trois recommandations sur le plan militaire :
 - > étanchéifier les frontières (à l'ouest avec la Syrie mais aussi à l'est avec l'Irak)
 - > nettoyer les zones des insurgés néo-salafistes d'origine étrangère ("terroristes")
 - > mettre en œuvre – par la force le cas échéant – l'interdiction des milices armées (notamment dans le sud)
- ▶ cinq recommandations sur le plan politique :
 - > engager les insurgés nationalistes sunnites d'origine irakienne ("rejectionnistes") en envisageant leur amnistie, éventuellement une Commission de type "vérité et réconciliation"
 - > amender la Constitution dès après le 15 décembre 2005 pour nationaliser (dé-provincialiser) les revenus du pétrole

- > évacuer le concept fédéral qui porte en germe l'autonomisation de la région chiite du Sud
- > dés-ethniciser et séculariser la représentation politique irakienne ainsi que la composition des institutions publiques (armée, police et système judiciaire), c'est-à-dire que la politique soit une compétition entre programmes partisans et non groupes ethno-religieux
- > enfin négocier la stabilisation de l'Irak avec ses voisins iranien et syrien

La Corée du Nord déclare que les **mesures prises par les États-Unis contre les avoirs financiers de plusieurs entreprises nord-coréennes** (suspectées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue) hypothèquent les négociations des *Six-Party Talks* relativement au démantèlement de son programme nucléaire militaire.

5 décembre

Le porte-parole adjoint du DoS déclare que le **projet de la Russie de vendre à l'Iran des missiles tactiques sol-air pour une valeur de 1Md\$** ne servira ni les intérêts américains ni ceux du Moyen-Orient.

Le secrétaire d'État Condoleezza **RICE entame un voyage de cinq jours (5-9 décembre 2005) en Europe** ayant vocation à souligner l'importance des relations transatlantiques pour les États-Unis et la volonté de ces derniers de coopérer avec l'Europe pour régler les défis auxquels la communauté internationale est confrontée.

Mme RICE se rend successivement :

- ▶ en Allemagne (objectif : consolider l'amitié américano-allemande à la faveur de la transition *post-Schröder*)
- ▶ en Roumanie (objectif : entretenir le dialogue noué avec un allié membre de l'OTAN et soutien dans la GWOT)
- ▶ en Ukraine (objectif : soutenir les réformes politique et économique un an après la "révolution orange")
- ▶ puis en Belgique où elle participera à la réunion des ministres des Affaires étrangères des États membres de l'OTAN

Elle déclare avant son envol pour l'Europe que les opérations de la CIA se sont conformées au DIP et ont été respectueuses de la souveraineté des États coopérant avec les États-Unis dans le cadre de la GWOT (cette déclaration doit être transmise par écrit aux leaders européens).

Recadrant le débat sur les avantages – plutôt que les inconvénients – de la procédure dite "*rendition*" dont les États européens profiteraient également, Mme RICE soutient que l'administration BUSH n'a pas externalisé les interrogatoires d'individus suspectés de terrorisme dans le but de pouvoir les torturer : les États-Unis ne recourraient à pas cette procédure dans un État où la pratique de la torture serait avérée car, selon elle, ils "ne permettent pas, ni ne tolèrent ou excusent la torture sous quelque circonstance que ce soit" (Condoleezza Rice, *Remarks Upon Her Departure for Europe*, Andrews Air Force Base, 5 décembre 2005).

Le rapport réalisé par le 9/11 Public Discours Project (projet privé rassemblant les membres de l'ancienne Commission d'enquête sur les attentats du 11/09 – cinq républicains et cinq démocrates – pour évaluer la mise en œuvre des recommandations formulées en 2004) **critique les efforts anti-terroristes de l'administration BUSH** (défaillances du système de communication d'urgence et de gestion post-catastrophe, échec de la contre-prolifération des ADM, etc.).

Lors d'un discours à la *School of Advanced International Studies* de la John Hopkins University (Washington), le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD critique la couverture médiatique de l'OIF réalisée par les journalistes américains** qui, reprochant sans recul aux

troupes américaines mobilisées en Irak leur moindre défaillance, alimentent selon lui un scepticisme de l'opinion publique américaine en contradiction avec les progrès réalisés sur le terrain.

L'OSCE qualifie le scrutin présidentiel kazakh du 4 décembre 2005, remporté par le président sortant Nursultan NAZARBAYEV, d'imparfait, les nombreuses défaillances (intimidation des opposants pendant la campagne et bourrage des urnes le jour du vote) ayant "limité la possibilité d'une compétition significative" en empêchant un choix libre et informé.

Les enquêteurs de la **Commission d'enquête onusienne sur l'attentat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic HARIRI** (dirigée par Metlev DEHLIS) entament à Vienne les interrogatoires de cinq responsables syriens.

Le plan proposé par l'amiral Michael MULLEN pour l'US Navy d'ici 2020 inverse la tendance lourde de la déflation depuis le pic de 1987 (568 navires alors contre 281 actuellement) en prévoyant **l'accroissement de la taille de la flotte américaine à 313 navires (+ 32) d'ici 2020** grâce à un budget de 13 Md\$ contre 10 actuellement (David S. Cloud, "US Navy is seeking to expand its fleet", *International Herald Tribune*, 5 décembre 2005, p. 7).

L'objectif est pour l'US Navy de revaloriser son rôle au moment où la GWOT et les opérations humanitaires privilégient le recours (donc la préférence budgétaire interarmées) à l'US Army. Le plan prévoit 55 nouveaux "*littoral combat ships*" (300 md\$ l'unité) et 19 CG(X), nouveau croiseur ayant vocation à la *missile defense* (1^{ère} bâtiment prêt en 2017).

Les contraintes budgétaires imposent en contrepartie la réduction du nombre de DD(X) prévus (entre 2 et 3 Md\$ l'unité) de 23-30 à 7.

Pour être accepté, ce plan de l'amiral MULLEN doit encore convaincre d'être adapté à la menace émergente que constituera en 2020 la marine chinoise.

Le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD reçoit à Washington les ministres de la Défense de 13 États d'Europe du sud-est**, les 11 États membres du *Southeastern Europe Defense Ministerial (SEDM) process* à l'occasion de leur 10^{ème} rencontre (Albanie, Bulgarie, Croatie, Grèce, Italie, Ancienne République Yougoslave de Macédoine, Roumanie, Slovaquie, Turquie, Ukraine et États-Unis) ainsi que trois États invités au titre d'observateurs (Moldavie, Serbie-et-Monténégro et Bosnie-Herzégovine).

Le journaliste du *Washington Post* Robin **WRIGHT souligne les clivages intra-démocrates que suscite la problématique du retrait des troupes américaines d'Irak** (Robin Wright, "Democrats Find Iraq Alternative Is Elusive", *The Washington Post*, 5 décembre 2005, p. A 01).

Si les démocrates décrivent unanimement la politique irakienne de l'administration BUSH, trois postures peuvent être distinguées quant au retrait :

- ▶ les partisans du retrait daté, faute de perspectives de succès et afin de modifier les paramètres d'une situation qui ne saurait être plus dégradée : principalement l'ancien conseiller pour la sécurité nationale Zbigniew BRZEZINSKI et l'ancien secrétaire à la Défense William J. PERRY
- ▶ les opposants au retrait daté, qui conditionnent celui-ci à la situation sur le terrain – plutôt qu'à un calendrier – et recommandent la création d'un Groupe de Contact favorisant le règlement régional du conflit simultanément à l'irakisation graduelle des tâches de sécurité intérieure : Richard HOLBROOKE, l'ancien secrétaire d'État Madeleine K. ALBRIGHT et l'ancien commandant de l'OTAN le général Wesley K. CLARK
- ▶ intercalés, ceux favorables au retrait d'Irak tout en maintenant des forces en alerte dans la région du Golfe : si le démocrate Derek CHOLLET préconise un "*shock and awe*" inversé (retrait de 50 000 soldats dans les six mois) afin de précipiter l'irakisation du

conflit, l'ancien conseiller adjoint pour la sécurité nationale James STEINBERG suggère de limiter la mission des États-Unis au contre-terrorisme et à la formation des forces de sécurité irakiennes qui se verraient alors confier la lutte contre-insurrectionnelle

4 décembre

Le chroniqueur du *Washington Post* Robert **KAGAN** rappelle que le responsable de l'actuel débat sur le retrait des troupes américaines d'Irak n'est autre que l'administration BUSH qui, dès mai 2003, plutôt que d'assumer le rôle imparti à la force occupante de sécurisation de l'Irak post-baathiste, formulait la promesse d'une réduction des effectifs mobilisés (de 130 000 à 30 000 entre le printemps et l'automne 2003) afin d'éviter le "spectre d'une occupation américaine" (Robert Kagan, "Withdrawal Pains", *The Washington Post*, 4 décembre 2005, p. B 07).

L'administration a dès lors alimenté un double *gap* : un *security gap* auprès de l'opinion publique irakienne ainsi qu'un *expectations gap* auprès de l'opinion publique américaine, la réduction du second creusant nécessairement le premier.

Le président kazakh Nursultan NAZARBAYEV est réélu à une large majorité (91% des suffrages exprimés contre 6,6% pour son concurrent le plus proche Zarmakhan TUYABKAI selon la Commission des élections) lors d'une élection marquée par un fort taux de participation (77% soit 6,7 millions de votants sur une population de 15 millions).

Le Kazakhstan s'illustre ainsi par sa stabilité politique au moment où la région Asie centrale connaît l'instabilité (révolution "des tulipes" au Kirghizstan en mars 2005 puis répression d'Andijan en Ouzbékistan en mai 2005).

Les États occidentaux ont intérêt à la stabilité du 9^{ème} plus vaste pays au monde, voisin de la Chine et de la Russie à l'économie la plus prospère d'Asie centrale, car ils misent sur ses ressources énergétiques pétrolière et gazière comme alternatives aux sources moyen-orientales d'approvisionnement.

Le parti du président vénézuélien Hugo CHAVEZ remporte largement les élections législatives (167 sièges à pourvoir) boycottées par les cinq principaux partis d'opposition (reprochant sa partialité au Conseil électoral national) et délaissées par 75% des citoyens en âge de voter (taux de participation : 25%).

Les problématiques irakienne et terroriste restent l'objet des talk shows dominicaux.

Le sénateur républicain (candidat potentiel à l'élection présidentielle de 2008) John McCain, supporter de l'OIF, définit la "victoire complète" en Irak sur NBC ("Meet the Press") comme l'instauration d'une démocratie "imparfaite mais fonctionnant", seul le succès pouvant déterminer selon lui la stratégie de retrait. M. McCain considère que la situation progresse en plusieurs endroits de l'Irak (le Nord est pacifié tandis que le Sud se pacifie) à l'exception du "triangle sunnite" et que des progrès seront réalisés dans les 6 à 12 prochains mois.

Confirmant les propos présidentiels tenus le 30 novembre 2005 à l'Académie Navale des États-Unis, le conseiller pour la sécurité nationale Stephen J. HADLEY déclare sur ABC ("*This Week*") que le maintien de l'allure actuelle des progrès réalisés en Irak pourrait permettre d'amorcer en 2006 le retrait des troupes américaines d'Irak.

Le président doit d'ici là parvenir à remobiliser le soutien de l'opinion publique en la convainquant des chances de succès de l'OIF, tâche nécessaire et difficile selon le président républicain de la Commission des Relations Étrangères du Sénat, Richard N. LUGAR, sur CNN ("*Late Edition*").

D'autant que l'ancien président républicain (Thomas KEAN) et l'ancien vice-président démocrate (Lee HAMILTON) de la Commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre 2001, désormais membres du projet privé évaluant la mise en œuvre des recommandations formulées en 2004 pour la sécurité intérieure du territoire contre les attaques terroristes (*9/11 Public Discourse Project*, composée de cinq Républicains et cinq Démocrates), avertissent sur NBC ("Meet the Press") que

les États-Unis ne sont pas protégés contre celles-ci car le Congrès et la Maison-Blanche (confortés en cela par la focalisation de l'attention de l'opinion publique sur l'OEF, l'OIF et la GWOT aux dépens de la sécurité du territoire) n'ont pas mis en vigueur les mesures de sécurité préconisées. M. HADLEY déclare sur Fox ("Fox News Sunday") que le président mettra en œuvre la plupart des recommandations de la Commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre 2001.

Le sénateur démocrate et ancien candidat à l'élection présidentielle John KERRY considère sur CBS ("*Face the Nation*") que le nombre de soldats actuellement mobilisés sur le terrain irakien est la cause même qui hypothèque le succès de l'OIF et exhorte le président au retrait de 20 000 hommes dès après les élections parlementaires du 15 décembre 2005 si elles s'avèrent un succès. M. KERRY rappelle enfin qu'il n'aurait pas voté en 2002 la résolution autorisant le recours à la force armée s'il avait alors su ce qu'il sait désormais.

Les anciens conseiller et assistant du président John Fitzgerald KENNEDY – respectivement **Theodore C. SORENSEN** et **Arthur SCHLESINGER Jr.** – **critiquent la conduite de l'OIF** (les manques d'effectifs, d'équipements et d'alliés empêchent respectivement d'étanchéifier les frontières et de quadriller le territoire, de patrouiller efficacement contre l'insurrection, de stabiliser et reconstruire diligemment dans l'après-conflit) et préconisent sur le mode de l'analogie historique une stratégie de retrait des troupes américaines d'Irak (dont la présence nourrit le recrutement de candidats à l'attentat suicide) en trois points, afin d'apporter une solution politique à un conflit essentiellement politique (Theodore C. Sorensen, Arthur Schlesinger Jr. "What Would J.F.K. Have Done?", *The New York Times*, 4 décembre 2005) :

- ▶ faire du retrait des troupes américaines d'Irak un objectif de la politique irakienne des États-Unis
- ▶ inciter le gouvernement irakien souverain issu des élections du 15 décembre 2005 à demander ce retrait
- ▶ retirer graduellement les troupes tout en intensifiant l'irakisation de la contre-insurrection

L'ancien conseiller pour la sécurité du président Jimmy CARTER – Zbigniew **BRZEZINSKI** – **reproche au président George W. BUSH l'analogie formulée dans ses discours entre l'idéologie du communisme et "l'idéologie meurtrière du radicalisme islamique"** (Zbigniew Brzezinski, "Do These Two Have in Common?", *The Washington Post*, 4 décembre 2005, p. B 02). D'abord, l'analogie renforce l'idéologie que le président combat en l'élevant au rang de doctrine universelle sur le plan des intentions (le jihad islamique n'a pas de vocation œcuménique à la différence du communisme) et de puissance destructrice sur celui des capacités (les terroristes ne disposent pas d'un arsenal nucléaire à la différence de l'URSS).

Ensuite, l'analogie affaiblit les États-Unis : si elle est une ressource politique à court terme (mobilisation de l'opinion publique et comparaison de M. BUSH à l'ancien président Harry TRUMAN), elle s'avère contre-productive à long terme (la mobilisation par la peur sape la confiance de la société américaine, partant son potentiel d'émulation pour d'autres régions du monde).

3 décembre

Confirmant les propos présidentiels tenus le 30 novembre 2005 à l'Académie Navale des États-Unis, ventilant "terroristes" (liés à – ou se réclamant de – al-Qaida et pouvant être "réduits"), "saddamistes" (noyau dur des loyalistes du régime baathiste pouvant être "marginalisés") et "rejectionnistes" (arabes sunnites lésés par l'intervention américaine pouvant être "engagés"), le major général Rich **LYNCH** **déclare que la *Multinational Force-Iraq* (MNF-I) dédouble son approche de la stabilisation post-conflit :**

- ▶ réduire militairement les insurgés néo-salafistes d'origine étrangère ...
- ▶ ... tout en intégrant politiquement les insurgés nationalistes sunnites d'origine irakienne au processus démocratique

Le président pakistanais, le général Pervez **MOUCHARRAF**, déclare qu'un **important planificateur opérationnel d'al-Qaida – Hamza RABIA – a été tué le 2 décembre 2005** dans une zone tribale à majorité pachtoune située à la frontière pakistano-afghane (le Waziristan du Nord).

L'opération a vraisemblablement été menée par les forces américaines au moyen d'un missile tiré à partir d'un CUAU (*Combat Unmanned Aerial Vehicle*) Predator.

Lors d'un banquet en l'honneur des soldats et de leurs familles, le représentant républicain (anciennement leader de la majorité à la Chambre) Tom **DeLAY** avertit que le **retrait immédiat des troupes américaines d'Irak préconisé par le groupe des "cut and run" (démocrates) hypothèquerait la sécurité future des États-Unis contre les attaques terroristes.**

M. DeLAY considère le double critère du nombre croissant de forces de sécurité irakiennes entraînées et de l'organisation d'élections parlementaires le 15 décembre 2005 comme un indice des progrès réalisés sur le terrain vers le "choix" pour la victoire qu'ont fait les États-Unis.

2 décembre

Le commandant du *Multinational Security Transition Command in Iraq* (projet pour l'entraînement des forces de sécurité irakiennes financé à hauteur de 10 Md\$ sur deux ans) depuis le 8 septembre 2005, le lieutenant général Martin E. **DEMPSEY**, annonce que **les objectifs de 160 000 soldats (actuellement 100 000) et 135 000 policiers irakiens (actuellement 75 000 auxquels s'ajoutent 27 000 officiers de police paramilitaire) seront atteints respectivement fin 2006 et courant 2007.** D'ores et déjà, 100 bataillons (soit 80 000 soldats) de l'Armée irakienne effectuent des opérations militaires, 33 les menant tandis que 40 sont appuyés par les forces américaines (Martin E. Dempsey, *News Briefing with Lt. Gen. Martin Dempsey*, 2 décembre 2005).

Le lieutenant général **DEMPSEY** souligne toutefois que le conflit de loyautés (entre la nouvelle allégeance gouvernementale et l'ancienne appartenance milicienne) que connaissent les recrues (notamment les officiers et principalement la police dont le déploiement est local) reste un obstacle à l'entraînement efficace des forces de sécurité irakiennes.

Réduire cette interférence multidimensionnelle des milices ethno-religieuses (de l'influence rémanente à l'infiltration en passant par la paralysie dans le cas d'une confrontation entre milice et force gouvernementale) implique de renforcer le sentiment de corps et de dés-ethniciser / séculariser la défense comme le maintien de l'ordre irakiens.

Si un communiqué de presse du commandement militaire américain en Irak reconnaît la validité des révélations du *Los Angeles Times* (des articles laudateurs pour les forces américaines sont rédigés par les troupes chargées des "*information operations*" – IO – puis traduits en arabe et publiés par certains journaux irakiens contre rémunération), les responsables militaires n'en considèrent pas moins comme légitime cette campagne de relations publiques de l'armée ayant vocation à contrer la désinformation en provenance de l'insurrection.

L'enjeu du débat consiste désormais à trancher sur le plan intérieur le caractère acceptable – ou non – des campagnes de relations publiques menées par les troupes IO en Irak.

Un sondage mené dans six États arabes (Jordanie, Liban, Maroc, Arabie Saoudite, Égypte et Émirats Arabes Unis) en octobre 2005 révèle que les individus interrogés considèrent :

- ▶ à 78% que le déclenchement de l'OIF a accru le terrorisme et insécurisé la région
- ▶ à 75% que l'OIF a appauvri les Irakiens
- ▶ à 69% que la promotion de la démocratie dans le GMO n'est pas l'objectif réel d'une administration BUSH qui poursuivrait plutôt son intérêt national défini en termes de pétrole, de protection de l'allié israélien, de domination de la région et d'affaiblissement de l'espace arabo-musulman

- ▶ à 58% que l'Irak est moins démocratique depuis le déclenchement de l'OIF

L'image des États-Unis au sein du monde arabe est principalement dégradée par les abus que les forces armées américaines ont perpétrés en Irak, en Afghanistan et à Guantanamo.

A la question du pays qu'ils aimeraient voir devenir une superpuissance, le 1^{er} choix des sondés se porte avec 21% sur la France suivie de la Chine (13%), du Pakistan et de l'Allemagne à égalité (10%), de la Grande-Bretagne (7%), des États-Unis (6%) et de la Russie (5%)/

L'US Air Force réalise le 14^{ème} test du missile balistique anti-missile Arrow 2 en interceptant un missile à l'approche censé simuler un engin iranien Shabab 3.

200 soldats irakiens appuyés par 300 Marines déclenchent l'opération Shank dans la ville de Ramadi (un des trois sommets du "triangle sunnite" Bagdad-Ramadi-Tikrit) afin de désorganiser l'insurrection et préparer la tenue des élections parlementaires du 15 décembre 2005 dans la capitale de la province d'Al Anbar.

10 Marines sont tués et 11 blessés par un IED lors d'une patrouille pédestre dans la ville de Falloujah (nord-ouest de Bagdad).

Le journaliste du *New York Times* Dexter FILKINS souligne que la **structure horizontale (non verticale) de la constellation (plutôt qu'organisation) insurrectionnelle irakienne**, atomisée, fragmentée et théâtre de la prolifération des groupes militants (une centaine de groupes opèrent en Irak dont 59 se réclament d'al-Qaida en Irak, 36 de Ansar al Sunna, 8 du Victorious Army Group et 5 de la Brigade de la Révolution du 20 Juillet), rend d'autant plus difficile sa réduction (Dexter Filkins, "Profusion of Rebel Groups Helps Them Survive in Iraq", *The New York Times*, 2 décembre 2005).

L'absence de leadership (acéphalisme) et donc de hiérarchie multiplie les centres de gravité, empêchant toute action de décapitation du mouvement insurrectionnel : la neutralisation du leader d'al-Qaida en Irak – Abou Moussab AL-ZARQAWI – n'augurerait ainsi aucunement le terme de l'insurrection.

1^{er} décembre

Plusieurs retraits – ou décisions de retrait ou de maintien – des troupes d'Irak doivent être entrepris – ou prises – en décembre chez les partenaires de la Coalition Multinationale. Tandis que la Bulgarie (380 soldats) et l'Ukraine (876) retirent leurs forces d'ici le 31 décembre 2005, six autres pays pressés par leurs opinions publiques – Australie (mission de stabilisation), Corée du Sud (reconstruction), Grande-Bretagne (stabilisation), Italie (formation des forces de sécurité irakiennes), Japon (reconstruction) et Pologne (formation) – négocient avec les États-Unis leur retrait.

Les forces de la Coalition Multinationale sont différemment éprouvées selon la nationalité et les localisations. La répartition des principales pertes humaines non américaines est la suivante : Grande-Bretagne (98 soldats tués), Italie (27), Ukraine (18), Pologne (17), Bulgarie (13), Espagne (11), Slovaquie (3), 0 soldat tué pour l'Australie et la Corée du Sud.

Les **pertes humaines américaines du mois de novembre 2005 dans le cadre de l'OIF** s'élèvent à 84 soldats tués (96 en octobre), ce qui porte leur cumul depuis mars 2003 à 2 113 soldats américains et élève sur 33 mois la moyenne des pertes humaines mensuelles à 80. Les *Improvised Explosive Devices* causent 41 des 84 décès (59 en octobre).

Le nombre d'attentats suicides (23, nombre le plus bas depuis avril 2005) et d'attentats à la voiture piégée (68) diminuent également.

Le chef d'état-major des armées le général Peter **PACE** déclare lors d'une conférence à la **National Defense University** que **l'armée américaine est largement responsable de la mauvaise perception de l'efficacité des combats et de la formation des forces de sécurité irakiennes** au sein de l'opinion publique américaine comme de ses représentants du Congrès.

Le général PACE remet notamment en cause la rigueur de l'objectif de formation des forces de sécurité irakiennes fixé au "niveau 1" (capacité de combat en l'absence de soutien américain) – niveau dont même les troupes américaines ne peuvent toutes se prévaloir – alors que le "niveau 2" (capacité de mener le combat avec l'appoint des États-Unis) est selon lui une condition suffisante pour le transfert des tâches de sécurité.

Alors que le porte-parole de la Maison-Blanche Scott **McCLELLAN** se dit **préoccupé par les révélations du *Los Angeles Times*** susceptibles de miner la crédibilité des forces armées américaines en Irak (révélations selon lesquelles des articles laudateurs pour les États-Unis sont rédigés par les troupes chargées des "opérations d'information" puis traduits en arabe et publiés par certains journaux irakiens contre rémunération), le porte-parole de ces dernières, le major général Rick **LYNCH**, réplique que – la bataille des médias étant décisive selon les propres termes des leaders d'al-Qaida et les insurgés ne cessant selon lui de déformer auprès des Irakiens et de la communauté internationale l'action des troupes américaines sur le terrain – cette campagne de relations publiques de l'armée peut être considérée comme nécessaire.

Des insurgés lancent un assaut contre la garnison américaine dans le centre de Ramadi, ville située à 110 km à l'ouest de Bagdad dans la province sunnite d'Anbar et réputée être l'épicentre de l'insurrection depuis l'opération *Phantom Fury* menée contre Falloujah en novembre 2004 (un sommet du "triangle sunnite" Bagdad-Ramadi-Tikrit). La principale cible est une réunion entre officiers de Marine et leaders tribaux locaux jusqu'alors soutiens de l'insurrection en vue de négocier leur intégration au processus politique national deux semaines avant les élections parlementaires du 15 décembre 2005.

Tandis que des prospectus annoncent qu'al-Qaida en Irak fera du pays un "tombeau pour les Américains et leurs alliés", les insurgés parviennent à contrôler durant quelques heures plusieurs rues du centre ville avant de fuir.